

**L'ethos aux temps de la colère.
Analyse de l'image d'Emmanuel Macron
dans son discours du 10 décembre 2018 face aux « gilets jaunes »**

Javier VICENTE PÉREZ

Universidad de Zaragoza

jvicente@unizar.es

ORCID : 0000-0002-4791-9204

Resumen

La crisis de los «chalecos amarillos» en Francia ha causado un importante deterioro de la imagen política de un presidente de la República, Emmanuel Macron, que, tres semanas después del inicio de la movilización popular, pronuncia un discurso televisado con el fin de presentar una serie de medidas destinadas a restablecer la paz social y a mejorar la situación del país. Tomando como punto de partida la hipótesis de que uno de los objetivos fundamentales de dicho discurso es la reparación del ethos dañado del jefe del Estado y la creación de un ethos favorable de líder ideal, nos proponemos en este artículo analizar las distintas imágenes de sí mismo que el orador va ofreciendo a lo largo de su discurso y las diferentes estrategias utilizadas para la creación de esos ethè favorables.

Palabras clave: Discurso del presidente de la República. Discurso político. Imagen pública. Ethos discursivo. Reparación de la imagen.

Résumé

La crise des « gilets jaunes » en France a provoqué une détérioration importante de l'image politique du président de la République, Emmanuel Macron, qui, trois semaines après le début du mouvement de contestation, prononce une allocution télévisée destinée à présenter des mesures visant le rétablissement de la paix sociale et l'amélioration de la situation du pays. Partant de l'hypothèse que l'un des buts fondamentaux de ce discours est de réparer l'ethos endommagé du chef de l'État et de créer un éthos favorable de leader idéal, cet article se propose d'analyser les différentes images que l'orateur offre de lui-même tout au long de son allocution et les différentes stratégies utilisées pour la création de ces ethè favorables à sa personne.

Mots clé : Allocution du président de la République. Discours politique. Image publique. Ethos discursif. Réparation de l'image.

* Artículo recibido el 19/02/2020, aceptado el 11/04/2020.

Abstract

The «yellow vest» crisis in France has caused an important damage in the political image of the President of the Republic, Emmanuel Macron, who, three weeks after the popular mobilization started, makes a televised address in order to present a series of measures destined to re-establish social peace and to improve the country's situation. Starting from the hypothesis that one of the main goals of the speech is repairing the Head of State's damaged ethos, as well as creating a favourable ethos that portrays him as the ideal leader, we mean, in this article, to analyse the different images of himself that the orator offers along the speech and the different strategies used to create those favourable ethè.

Key words: Address by the President of the Republic. Political speech. Public image. Discursive ethos. Image repair.

1. Introduction

L'image publique constitue un bien précieux pour ceux qui occupent un poste à responsabilité politique, surtout si leur continuité ou leur réélection dépendent de l'opinion des citoyens. Une grande partie de leur activité et de leurs efforts sont alors consacrés à s'identifier à une image idéale de dirigeant afin d'obtenir l'opinion favorable et les voix des membres et des collectifs de la société.

Cette préoccupation augmente et les efforts se multiplient si l'image s'est vue endommagée par un événement ou par une situation qui la séparent de cet idéal capable d'attirer l'adhésion des citoyens. On assiste dans ces cas à une opération de réparation de l'image endommagée afin de récupérer la faveur de l'électorat.

Quelques situations adverses produisent non seulement la désaffection populaire mais aussi un mouvement de refus, plus ou moins intense, capable de provoquer des épisodes de violence qui peuvent saper la paix sociale et détruire l'image publique du responsable public et, en conséquence, sa carrière.

Dans ce type de circonstances, la prise de décisions visant le rétablissement de l'harmonie collective doit être accompagnée de la mise en place d'une série d'actions cherchant à réparer l'image endommagée. Ces actions impliquent un effort important de la part de la personne concernée et de toute une équipe de conseillers dont le travail est destiné, pour une bonne part, à la création et à l'entretien d'une image en accord avec les objectifs politiques de leur chef et de l'organisation à laquelle il appartient.

L'une des activités qui mérite le plus d'attention est la communication publique, notamment la communication véhiculée à travers des médias capables d'atteindre de larges couches de la société et de produire une influence décisive sur la population. Cette attention et cet effort ont un reflet évident sur une mise en scène dont les éléments principaux sont la présentation physique de la personne, la disposition du décor qui l'entoure et l'élaboration et énonciation d'un discours cherchant à

aborder d'une façon adéquate les éléments essentiels de la situation et l'image publique du responsable politique qui comparait devant les citoyens dans ces moments difficiles de crise collective.

La récente crise des « gilets jaunes » en France constitue un bon exemple de ce type de situations qui menacent la paix sociale, la cohabitation citoyenne et l'image publique des autorités responsables d'assurer le bien-être de l'ensemble de la population. Ce mouvement, né « officiellement » le 17 novembre 2018, a mis en difficulté le gouvernement d'Emmanuel Macron. Les mobilisations, liées initialement à une hausse de la taxe sur les carburants, ont continué après la suspension annoncée par le Premier ministre le 4 décembre 2018 et l'annulation définitive avancée par l'Élysée le 5 décembre et confirmée par le Premier ministre le lendemain sur TF1, au JT de 20 heures.

Il devient évident que ces mesures n'allaient pas mettre fin à l'agitation sociale, que les revendications ne se limitaient plus au prix du carburant et que les critiques contre le gouvernement et contre le chef de l'État ne faisaient qu'augmenter, menaçant de ruiner l'image politique d'un président qui s'était présenté comme le seul capable d'apporter à la France le renouveau nécessaire. Le 10 décembre, trois semaines après le début des mobilisations, Macron prononce une allocution télévisée afin d'apaiser la colère populaire et de rétablir une l'image présidentielle détériorée¹.

C'est à l'analyse de cette allocution que nous avons consacré la présente étude, dans le but d'examiner comment le président de la République gère son image tout au long d'un discours destiné à présenter les mesures que le gouvernement pense adopter afin d'améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, à essayer d'apaiser le climat social et à offrir une image favorable de lui-même en tant que chef de l'État.

Pour mener à bien cette étude, nous allons nous baser sur les principes de l'analyse du discours et tout spécialement sur les travaux de Patrick Charaudeau (2001 ; 2014 ; 2019) ainsi que sur la notion d'*éthos* qui provient de la rhétorique classique et qui a été reprise et retravaillée par des analystes du discours tels qu'Amossy (2010), Charaudeau (2000 ; 2014), ou Maingueneau (2002). Nous prenons aussi en compte des concepts de la théorie de la polyphonie énonciative, à partir de travaux de Ducrot (1980 ; 1984), Anscombe (2005 ; 2010) et Donaire (2016) principalement.

Tel que le rappelle Amossy (2010 : 25), la réflexion moderne récupère en grande partie la tradition aristotélicienne qui considère l'ethos comme « l'image que l'orateur construit de lui-même dans son discours afin de se rendre crédible ». Cette image, destinée à « assurer l'efficacité de sa parole et sa capacité à emporter l'adhésion

¹ La vidéo ainsi que la transcription du discours sont disponibles sur le site web de la Présidence de la République française, à l'adresse : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/12/10/adresse-du-president-de-la-republique-du-lundi-10-decembre-2018>.

du public » apparaît à partir de ce que l'orateur « montre de sa personne à travers les modalités de son énonciation ». Amossy (2010 : 25) rappelle également que l'ethos, ainsi conçu, « fait partie d'une entreprise de persuasion délibérée dans laquelle il est mobilisé au même titre que le logos et le pathos ». L'ethos est donc de l'ordre du savoir-faire et a un caractère délibéré, en effet :

Il renvoie nécessairement à un sujet intentionnel qui programme sa présentation de soi en fonction de ses objectifs propres. Il apparaît donc comme l'activité délibérée d'un individu qui se doit de gérer l'impression qu'il lui faut produire dans une situation donnée : il est le résultat d'un projet conscient, sinon le résultat d'un art maîtrisé (Amossy, 2010 : 25).

L'ethos est ainsi lié à l'autorité de la parole, sa fonction première étant « de rapporter le discours à une source fiable et à un locuteur digne de confiance » (Amossy, 2010 : 185).

C'est à partir de cette définition de la notion que nous nous sommes fixé les objectifs qui vont guider notre analyse du discours présidentiel. Nous partons de l'hypothèse qu'une allocution du type que nous abordons dans ce travail, qui constitue un discours complexe présentant des buts divers, doit forcément procéder à l'élaboration de différents ethè cherchant à adapter l'image du locuteur au message qu'il veut transmettre dans chaque partie de sa déclaration. Nous nous proposons donc d'identifier ces ethè construits dans et par le discours afin d'offrir cette image optimale nécessaire aux desseins de l'instance émettrice.

À cette fin, nous allons partir de la classification de l'ethos proposée par Charaudeau (2014) pour l'analyse de l'image des individus dans le domaine du discours politique, qui est celui qui nous intéresse ici. Charaudeau distingue tout d'abord les ethè de « crédibilité » parmi lesquels il range l'ethos de « sérieux », l'ethos de « vertu », et l'ethos de « compétence ». Ces ethè sont destinés à montrer que l'orateur est digne de la confiance de son auditoire. Dans le discours politique, « la crédibilité est fondamentale puisque l'enjeu consiste à tenter de persuader un certain public que l'on a un certain pouvoir » (Charaudeau 2014 : 92). Les ethè de crédibilité, qui sont éminemment liés au comportement et à l'attitude des individus, se construisent aussi souvent à l'aide de certains moyens linguistiques, tout spécialement à l'aide de déclarations que l'orateur fait sur lui-même. Il s'agit de ce que Maingueneau (2002 :15) appelle « ethos dit », qui se manifestent à travers ce que l'orateur affirme à propos de sa personne. L'énonciation élocutive, qui s'exprime à « l'aide des pronoms personnels de première personne accompagnés de verbes de modalité, d'adverbes et de qualificatifs qui révèlent l'implication de l'orateur et décrivent son point de vue personnel » (Charaudeau, 2014 : 135), est un outil fondamental pour la création de ce type d'ethè.

Charaudeau propose aussi la catégorie des ethè d'« identification », « destinés à toucher le plus grand nombre » (Charaudeau 2014 : 105). Ces ethè d'identification sont fondamentaux à la persuasion, objectif fondamental de tout discours politique car, comme Maingueneau (2002 : 3) l'expose clairement :

la persuasion n'est créée que si l'auditoire peut voir, en l'orateur, un homme qui a le même ethos que lui : persuader va consister à faire passer dans son discours l'ethos caractéristique de l'auditoire, pour donner l'impression à celui-ci que c'est l'un des siens qui s'adresse à lui.

Dans cette deuxième catégorie, nous trouvons l'ethos de « puissance », l'ethos de « caractère », l'ethos d'« intelligence », l'ethos d'« humanité », l'ethos de « solidarité » et l'ethos de « chef ». Cet ethos de « chef », sans doute fondamental pour un leader politique, se manifeste selon Charaudeau (2014 : 118) à travers diverses figures² : le « guide », le « chef-souverain » et le « commandeur ».

L'ethos de « puissance », rapporté à l'énergie physique, s'exprime à travers des comportements liés à la virilité, à la force masculine, tandis que l'ethos de « caractère », qui ne participe pas de l'imaginaire de la force du corps mais de celui de la force de l'esprit, se construit principalement à partir de déclarations cherchant à vituperer, à provoquer quelqu'un ou à entrer en polémique avec lui. L'énonciation allocutive, orientée vers l'interlocuteur, est un élément linguistique fondamental pour la création de cet ethos de « caractère ». Elle « s'exprime à l'aide de pronoms personnels de deuxième personne, [...] accompagnés de verbes de modalité, de qualificatifs et de diverses dénominations, qui révèlent à la fois l'implication de l'interlocuteur la place que lui assigne le locuteur, et la relation qui s'instaure entre eux » (Charaudeau, 2014 : 136). Mais ces déclarations provocatrices doivent être tempérées par une attitude de modération qui montre le sang-froid de l'orateur et évite de le percevoir comme quelqu'un de violent. Cet ethos de « caractère » se construit également à travers des énoncés qui révèlent le courage, « la tenacité combative de celui qui n'abandonne jamais ses engagements et la volonté à aboutir » (Charaudeau, 2014 : 110). Ces deux types de déclarations, reliées respectivement à la polémique et à la volonté, vont jouer un rôle important dans le discours de Macron.

L'ethos d'« intelligence », pour sa part, est lié fondamentalement au style employé dans le discours, qui fait apparaître l'orateur comme une personne cultivée détenant une formation académique de niveau supérieur, tandis que l'ethos d'« humanité » présente celui qui parle comme une personne capable de montrer ses

² Charaudeau ne définit pas formellement la notion de *figure d'ethos*, mais quand il présente ces « ethos d'identification » (2014: 105) il parle des « types d'images qui caractérisent » cet ethos. La lecture de ce travail de Charaudeau permet de considérer les *figures* comme des images concrètes adoptées par l'orateur, qui manifestent l'ethos qu'il prétend montrer et qui sont en rapport avec des représentations sociales.

goûts, ses sentiments ou même ses propres faiblesses. Évidemment l'énonciation élocutive, centrée sur le locuteur et basée sur des énoncés à la première personne joue un rôle de premier plan pour la création de cet ethos d'« humanité ». Cet ethos d'humanité a une place importante dans cette allocution, qui veut montrer le Président comme un dirigeant doté d'une grande sensibilité et même capable de reconnaître des erreurs.

L'ethos de « solidarité » est destiné à montrer « la volonté d'être ensemble » (Charaudeau, 2014 : 125), de faire corps avec les autres. Il se construit à partir de comportements et d'actions effectives mais aussi à travers des déclarations. Dans ce dernier cas, l'énonciation élocutive constitue un procédé linguistique fondamental qui se traduit très souvent par l'emploi d'énoncés à la première personne du pluriel qui mettent au premier plan l'emploi du pronom personnel *nous*. La construction de cet ethos, qui vise à rapprocher l'orateur de son audience, constitue l'un des principaux objectifs de l'adresse présidentielle.

Finalement, l'ethos de « chef », qui est encore plus que les autres « tourné vers les citoyens » (Charaudeau, 2014 : 118), se sert de différents procédés énonciatifs pour construire les figures à travers lesquelles il se manifeste. Ainsi, l'énonciation élocutive, basée sur l'emploi de la première personne, permet d'exprimer la modalité d'« engagement » aidant à composer la figure d'un « guide-suprême » grâce à l'emploi de verbes comme « vouloir » ou « s'engager ». Ou encore la modalité de « rejet » qui, au moyen de verbes d'opposition, manifeste le refus des propos de l'adversaire, présentant le locuteur comme un « souverain » qui protège son peuple contre le mensonge.

De son côté, l'énonciation allocutive aide à créer, grâce à diverses modalités, certaines figures de l'ethos de « chef ». Ainsi, la modalité d'« adresse », exprimée au moyen de certaines formules rituelles d'adresse qui légitiment le discours de l'orateur, permet à celui-ci d'adopter la figure d'un « chef-souverain ».

En ce qui concerne la figure de « commandeur », plus agressive que celles de « guide » et de « souverain » et liée à l'image du chef de guerre, elle est construite à partir de « déclarations guerrières contre des ennemis proches ou lointains, circonscrits à un pays ou formant une coalition plus ou moins déterminée » (Charaudeau, 2014 : 122). À l'exception de cette figure de « commandeur », qui n'a pas de place dans l'allocution, l'éthos de « chef » fait l'objet d'un intense travail de construction tout au long du discours.

Nous n'allons donc pas trouver tous ces ethè dans le discours qui nous occupe, mais seulement ceux qui conviennent le mieux à la situation de crise et à la réparation de l'image présidentielle. Grâce à cet appareil théorique, nous allons procéder à repérer les ethè que l'allocution de Macron s'efforce de façonner de préférence. Il nous semble également nécessaire d'analyser les moyens linguistiques et dis-

cursifs utilisés pour leur construction afin de déceler comment l'élaboration d'images discursives différentes fait appel à des éléments et à des techniques de nature distincte.

Pour mener à bien cette analyse, nous allons partir des réflexions d'Amossy qui, en se référant à l'aspect procédural de l'ethos (Amossy, 2010 : 24), rappelle que la dimension morale, qui se rapporte à des qualités du caractère comme l'honnêteté ou la bienveillance, ne suffit pas à la création d'un ethos performant, « ces qualités générales doivent [...] être complétées par des traits appropriés à l'entreprise de persuasion dans laquelle se lance l'orateur, et donc au genre institutionnel dont relève son discours ». Amossy (2010 : 25) conclut que l'ethos efficace ne peut donc être défini de façon absolue. En nous appuyant sur ces considérations, nous partons de l'hypothèse que la création de l'ethos dépend d'une façon déterminante de certains éléments de ce que l'analyse du discours appelle la situation de communication. La construction de l'ethos dépendrait ainsi de la ré-création de certains facteurs fondamentaux de ce que Charaudeau (2001) appelle la scène d'énonciation. L'ethos n'est donc pas créé de façon absolue mais appelle la création parallèle d'autres images discursives. Il s'agit tout d'abord de l'image du destinataire, mais aussi d'autres composantes essentielles de la situation de communication. Nous nous proposons d'identifier quelles sont ces composantes dans le cas du discours de Macron et comment l'ethos présidentiel s'appuie et s'articule sur la construction de ces images.

Depuis la rhétorique classique jusqu'aux conceptualisations contemporaines, on considère que la persuasion ne dépend pas seulement de l'ethos. Le logos et le pathos jouent aussi un rôle fondamental. C'est-à-dire que le pouvoir de conviction d'un discours se fonde aussi sur le raisonnement et sur l'appel aux passions et aux sentiments de l'auditoire. Il nous semble essentiel d'observer comment l'ethos s'articule avec ces deux autres dimensions constitutives de l'activité discursive. Pour ce faire, nous allons partir de l'hypothèse que certains types d'ethos se construisent de préférence sur le logos, tandis que d'autres sont créés par le locuteur en s'appuyant particulièrement sur le pathos, ces deux dimensions s'appuyant elles aussi sur la création d'images de certains aspects de la situation de communication. Le discours tisse ainsi tout un réseau de relations entre l'ethos, le logos, le pathos et un ensemble d'images qui configurent une réalité discursive que le locuteur essaie d'identifier à la réalité du monde extérieur.

Cette constellation de relations permet au locuteur de créer une image très riche et complexe de lui-même, formée par tout un ensemble de facettes qui caractérisent le personnage discursif. Amossy (2010 : 25-33) reprend la notion de « présentation de soi », proposée par le sociologue américain Goffman (1973) dans le cadre de son analyse de la construction de l'identité sociale. Amossy (2010 : 27) rappelle que Goffman perçoit l'identité comme « un processus dynamique qui se réalise en situation, plutôt que comme un ensemble fixe d'attributs caractérisant une personne en soi ». Ainsi considérée, l'identité « est par définition changeante et multiple, formant

un kaléidoscope qui présente toute identité comme plurielle et comme incessamment négociable – dans le cadre, bien sûr, des contraintes que comporte le type de situation définissant les possibles d’une expérience individuelle donnée » (Amossy, 2010 : 27).

Il est vrai que l’étude Goffman porte sur les comportements sociaux dans des situations où les participants sont en présence physique les uns des autres et non pas sur l’aspect verbal des interactions, mais Amossy (2010 : 30) rappelle que cette notion de « présentation de soi » « s’avère particulièrement instructive pour l’étude de l’ethos discursif ». Même si, dans le cas qui nous concerne, il n’y a pas de contact physique entre l’auditoire et Macron, l’ethos du locuteur est tout de même négocié avec ce destinataire multiple virtuel, le Président essayant toujours d’adapter son image à cet auditoire auquel il attribue des valeurs, des croyances et des opinions³. Nous allons donc tenter d’offrir une vue d’ensemble de l’image de sa personne que le chef de l’État construit à travers son discours. Nous allons partir, dans ce cas, de l’hypothèse que les différentes facettes de cet ethos sont destinées à réparer les composantes de l’image présidentielle que la crise des « gilets jaunes » avait le plus dégradé. Nous estimons que Macron reprend les éléments les plus importants de la caractérisation d’un véritable leader politique afin de les réparer et d’offrir une image présidentielle digne de confiance non seulement pour l’obtention des objectifs déclarés du discours, mais aussi – et peut-être surtout – pour la captation de la volonté des citoyens en vue de la prochaine élection présidentielle. La création de l’ethos serait ainsi au service de la persuasion du discours, mais la configuration et l’émission du discours seraient aussi au service de la réparation d’un ethos préalable endommagé et de la création d’un ethos favorable capable de soutenir l’avenir politique d’Emmanuel Macron.

Notre analyse se compose de quatre étapes. Nous examinons tout d’abord les éléments qui constituent le cadre formel, c’est à dire le décor qui entoure l’émission et l’énonciation de l’allocution, ainsi que la tenue vestimentaire de l’orateur.

Nous abordons ensuite les aspects de la gestualité et de la déclamation du discours contribuant d’une façon non négligeable à la construction de l’ethos de Macron.

À partir de la position adoptée par le Président par rapport à son audience et aux événements de la crise, nous cherchons à voir par la suite comment ce positionnement aide l’orateur à adopter différents ethè favorables à son image politique. Pour ce, nous abordons la première partie du discours, où l’orateur offre son point de vue par rapport à la situation de crise et à ses causes.

³ Comme l’expliquent Gaspar et Ibeas (2015 : 34), ce manque de contact physique n’implique pas une attitude passive de la part d’un auditoire qui va réinterpréter le message « a partir de sus propios códigos, por lo que el resultado puede ser muy diferente del que pretendía el locutor ». C’est justement ce résultat que les rédacteurs du discours ont essayé de prévoir, lorsqu’ils ont composé un texte « minuciosamente construido de acuerdo con el público al que se dirige » (Gaspar et Ibeas (2015 : 34).

Dans la deuxième partie du discours, où sont présentées les mesures que le Président compte adopter pour résoudre la situation, nous considérons finalement comment l'orateur complète cette image de leader idéal grâce à l'ajout d'autres ethè.

1. Analyse de l'ethos présidentiel dans l'allocution télévisée

1.1. Le cadre formel de l'allocution

Forcé par les événements des trois semaines précédentes, le Président s'adresse à la Nation dans une allocution de treize minutes, télévisée le 10 décembre 2018 à 20 heures. L'émission du discours est encadrée par les formalités télévisuelles accoutumées pour ce type d'acte. Sur l'écran, l'acte est parfaitement identifié au moyen du titre « Déclaration du Président de la République », présentant également l'instance responsable du discours, qui n'est autre que le chef de l'État. Sous le titre apparaît le sceau de la Présidence de la République, le tout sur un fond dynamique occupé dans son entier par la façade du palais de l'Élysée. Cet ensemble visuel est accompagné par le symbole sonore de la France : on écoute les premières mesures de l'hymne national.

Ces éléments légitiment le discours en tant qu'acte émanant du représentant suprême de la Nation. Emmanuel Macron se présente devant les citoyens en tant que responsable principal de la République, ce qui revêt son discours d'une autorité qui émane du peuple lui-même.

Apparaît ensuite l'image du Président assis à son bureau de travail. Le décor intérieur, très simple, reflète aussi le caractère symbolique de la mise en scène. Derrière le Chef de l'État, à sa droite, apparaît l'emblème national, le drapeau tricolore, accompagné du drapeau européen. Sur la table, où il n'y a pas de documents, on voit un encrier doré, orné du coq gaulois.

Emmanuel Macron est habillé sobrement. Il porte ce que l'on pourrait appeler son uniforme habituel pour les événements officiels : costume bleu marine, chemise blanche et cravate bleu marine. Il porte la rosette de la légion d'honneur à la boutonnière. L'image du Président est tout à fait conforme à la nature de l'acte qu'il accomplit. Toute cette organisation visuelle, parfaitement protocolaire, contribue à transmettre à l'auditoire la nature de l'émission à laquelle il va assister. Cette mise en scène vise à légitimer l'allocution en la présentant comme émanant du plus haut représentant du peuple français. Elle fait partie de ce que Goffman (1973 : 23) appelle une « représentation », définie comme « la totalité de l'activité d'une personne donnée, dans une occasion donnée, pour influencer d'une certaine façon un des autres participants » ; ou encore comme « la totalité de l'activité d'un acteur qui se déroule dans un laps de temps caractérisé par la présence continue de l'acteur en face d'un ensemble déterminé d'observateurs influencés par cette activité » (Goffman, 1973 : 29). Pour Goffman (1973 : 29), l'un des éléments essentiels de la représentation est constitué par ce qu'il appelle la « façade », comprise comme « la partie de la représentation qui a pour fonction normale d'établir et de fixer la définition de la situation

qui est proposée aux observateurs ». Ainsi définie, la façade « n'est autre que l'appareillage symbolique, utilisé habituellement par l'acteur, à dessein ou non, durant sa représentation ». La façade est composée par deux types éléments : il y a d'abord le « décor », « qui comprend le mobilier, la décoration, la disposition des objets et d'autres éléments de second plan constituant la toile de fond et les accessoires des acte humains qui se déroulent à cet endroit » (Goffman, 1973 : 29). Ensuite la « façade personnelle » qui englobe l'« apparence » et la « manière ». L'apparence désigne les éléments de la personne de l'acteur qui révèlent son statut social. Elle inclut, entre autres, les signes distinctifs de la fonction ou du grade et le vêtement. Les éléments qui font partie de l'apparence nous parlent du type de rite auquel l'acteur participe : activité sociale officielle, activité liée au travail, aux loisirs, etc.

Quant à la manière, elle comprend les éléments qui indiquent le rôle que l'acteur veut jouer pendant la représentation. On pourrait y ranger, parmi d'autres éléments, l'attitude, la façon de parler, les mimique et les comportements gestuels, des éléments que nous allons aborder dans le paragraphe suivant.

1.2. Les aspects gestuels et para-verbaux de l'allocution

Comme Goffman (1973 : 30-31) l'explique clairement, si les éléments du décor et de l'apparence sont relativement fixes et stables, les manières peuvent se modifier au cours de la représentation. Ainsi, l'acteur peut adopter des manières arrogantes ou agressives pour donner l'impression qu'il a la volonté de prendre l'initiative. Il peut aussi adopter des manières humbles pour faire savoir à ses partenaires qu'il est disposé à s'effacer derrière eux. Pour notre part, nous considérons que décor et apparence sont imposés, dans une large mesure, par le type de représentation et offrent des possibilités très limitées, tandis que la manière laisse à l'acteur une liberté d'action beaucoup plus grande. C'est cette partie de la façade personnelle, liée d'une façon plus directe à la parole, qui peut à notre avis être reliée à la notion d'ethos discursif. Même si Goffman n'utilise pas cette notion, étant donné qu'il « ne s'attache pas à la parole » (Amossy, 2010 : 26), nous considérons que les éléments qui font partie de la manière contribuent à la création et à la gestion de l'ethos de l'acteur, qui a la possibilité d'adopter un type de comportement mimo-gestuel et des attitudes en accord avec l'image qu'il veut transmettre à son auditoire.

Goffman (1973 : 31) met en relief le fait qu'« habituellement, l'apparence et la manière sont congruentes ». Ainsi, l'attitude, le comportement, la gestualité, la déclamation du discours, doivent normalement être cohérents avec l'aspect visuel que l'acteur présente devant son auditoire. À leur tour, ces deux éléments, l'apparence et les manières, sont habituellement congruents avec le décor, à tel point que « notre attention est immédiatement attirée par le moindre désaccord entre les différents éléments de la représentation » (Goffman, 1973 : 32).

Le début du discours d'Emmanuel Macron illustre parfaitement cette cohérence de la représentation. Si l'apparence physique du Président et le décor qui l'entoure s'accordent parfaitement, les manières du locuteur ne contribuent pas moins à cette harmonie globale. En effet, le chef de l'État commence son allocution en adoptant une attitude sérieuse, contenue, presque grave. Il apparaît sur l'écran assis à son bureau, les avant-bras et les mains posés sur la table, dans une posture assez raide qui facilite le contrôle des mouvements non désirés qui pourraient contrevenir les manières attendues pour la représentation en cours. L'expression du visage est neutre, grave, presque inexpressive. Il commence son discours par la formule rituelle initiale habituelle dans ce type de discours : « Françaises, Français ». En même temps qu'il commence à prononcer la première phrase de son discours, « Nous voilà ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir », il lève les mains, les paumes l'une en face de l'autre, les doigts légèrement entrouverts, et commence à les remuer de haut en bas, comme s'il voulait éviter une rigidité excessive, mais tout en laissant les avant-bras appuyés sur le sous-main, ce qui empêche l'exécution d'un mouvement plus ample. Après le mot « rendez-vous », la caméra, qui avait adopté initialement le plan rapproché taille, effectue un raccord dans l'axe en avant, passe au plan rapproché poitrine et les mains disparaissent de la vue des téléspectateurs. On voit la face du locuteur de plus près et le visage acquiert une importance encore plus grande. L'expression ne change pas et on perçoit de légers mouvements de tête qui accompagnent l'accent mis sur certaines syllabes. C'est cette attitude fondamentale de contenance gestuelle, montrée par l'orateur dès les premières secondes de son apparition télévisuelle, qui va prédominer tout au long de la représentation. Évidemment, nous allons trouver des passages du discours où les manières du Président pourront présenter des déviations par rapport à ce modèle gestuel fondamental, des déviations qui sont au service de la production de certains ethè, comme l'ethos de « caractère » ou l'ethos de « solidarité ». C'est justement cette déviation qui va renforcer la création de ces ethè, tout en mettant en relief l'attitude de l'orateur à ces moments précis.

Dans le discours de Macron, le ton de la voix et le rythme du débit, éléments clé de la façade personnelle de l'acteur et plus particulièrement de sa manière, s'accordent parfaitement, avec les autres éléments de la manière, avec les composants de l'apparence et avec le décor qui entoure la représentation. Le ton est un facteur essentiellement lié à la parole qui participe directement à la création de l'ethos discursif. En effet, Macron commence son discours en adoptant ce que Charaudeau (2014 : 133) appelle le « parler tranquille », qui « se caractérise par un débit lent mais accompagné par un ton de voix qui ne soit ni terne ni éclatant ». Ce « parler tranquille », qui fuit les extrêmes, se correspond parfaitement avec la sobriété et le contrôle de la gestualité corporelle et de l'expression faciale que l'on peut constater dans le discours de Macron. D'après Charaudeau, la vocalité du parler tranquille contribue à construire un ethos de « souverain paternel ». À notre avis, c'est cet ethos, construit dès le

début de l'allocution, grâce à l'apparence de Macron et tout spécialement grâce à la manière, qui constitue l'ethos fondamental du discours et qui forme le soubassement sur lequel viennent s'édifier d'autres ethè tout aussi essentiels pour les objectifs de l'allocution. En effet, le discours vise surtout à présenter Macron comme le leader qui prend soin de son peuple, afin d'inhiber les effets provoqués par l'absence publique du Président et les aspects para-verbaux aident d'une façon remarquable à la création de cet ethos de « souverain paternel ». C'est justement ce « parler tranquille » qui constitue le mode fondamental d'expression de Macron tout au long de son adresse. Évidemment, nous allons trouver aussi des variations de ton et de rythme, qui contribuent, par contraste, à la production d'autres ethè comme celui de « caractère » ou celui de « solidarité ».

1.3. Le positionnement du Président

Mais ce n'est pas seulement le ton de l'allocution. Le discours du Président contient aussi des éléments, exigés par la situation d'énonciation, qui sont la manifestation verbale du protocole visuel et qui sont cohérents avec le décor, avec la présentation visuelle du chef de l'État et avec ses manières. Nous nous référons aux formules rituelles utilisées pour ouvrir et pour clore le discours. Au tout début de l'allocution nous entendons la formule d'adresse habituelle « Françaises, Français », qui indique le caractère rituel de l'acte de communication (*cf.* Leblanc, 2017). Elle sert à identifier l'allocutaire : le discours est destiné à la Nation dans son ensemble. Toutes les personnes qui l'écoutent doivent se sentir concernées puisque leur Président s'adresse directement à elles. Cette formule d'introduction, qui manifeste l'énonciation allocutive adoptée par l'orateur, cherche à impliquer l'auditoire d'une façon active. Elle identifie les citoyens qui l'écoutent comme membres d'une collectivité nationale et crée une image de ceux-ci en leur attribuant une identité basée sur leur appartenance au peuple français.

Si, au début de l'acte de communication, nous retrouvons des symboles visuels de la souveraineté nationale qui fonde la légitimité du Président de la République, les deux premiers mots s'adressent directement aux membres de la Nation dont il tire cette légitimité par mandatement (*cf.* Charaudeau, 2014 : 56-57). Cette formule est destinée à rendre manifeste le lien qui existe entre le locuteur et son auditoire. En effet, si Macron emploie cette formule cérémoniale c'est parce sa position lui permet de le faire. Le chef de l'État se dirige à la Nation par laquelle cet État existe ; le « souverain » légitime s'adresse au peuple qui l'a élu. L'identité du locuteur et l'identité de l'allocutaire collectif dépendent donc étroitement l'une de l'autre.

Une fois ce lien mobilisé et les identités des deux instances fondamentales établies, le discours peut commencer. S'il est vrai que la formule initiale permet d'identifier clairement les deux instances, il est vrai aussi qu'elle crée un fossé entre ces deux entités. Le locuteur adopte la figure d'un souverain légitime mais, par là

même, se distingue de son auditoire. Le cérémonial qui configure les deux images instaure aussi une séparation grâce à laquelle elles acquièrent leur substance. Macron veut combler le fossé qui le sépare de ces Françaises et de ces Français et commence son vrai discours par un *nous* qui réunit les deux instances en un même ensemble : « Nous voilà ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir ». L'orateur configure ainsi une entité qui réunit le *je* qui le représente et le *vous* qui correspond à son auditoire. L'adverbe *ensemble* et les substantifs *pays* et *avenir* déterminés par le possessif *notre* renforcent cette impression de communion engendrée par le pronom *nous*. Cette entité englobante est marquée non seulement par une patrie commune (*notre pays*) mais aussi, et peut-être surtout, par une destinée commune (*notre avenir*).

Tel que l'énonce Amossy (2010 : 156) :

La relation du « je » au « nous » comporte des enjeux sociaux et politiques importants. Elle marque la volonté du sujet parlant de se voir et de se montrer en membre d'un groupe qui fonde son identité propre. En retour, elle signifie aussi qu'il entend représenter tous ceux que recouvre le pronom « nous », qu'il se donne comme leur porte-parole officiel (le chef de l'État parlant au nom de la France) ou comme un représentant auto-mandaté (un particulier déclarant « nous les Français »).

Le premier de ces deux cas correspond parfaitement au discours de Macron. En effet, le locuteur de l'énoncé, identifié au chef de l'État, se présente comme membre d'un groupe formé par tous les citoyens français avec lesquels il partage une identité collective. C'est à partir de cette identification avec le groupe qu'il s'érige en porte-parole de la collectivité et qu'il s'attribue la légitimité pour s'adresser à l'ensemble de la Nation. Il est vrai que son rôle de Président de la République le légitime pour prononcer ce discours institutionnel, mais il est vrai aussi que les événements qui se sont produits au cours des trois semaines précédentes lui ont fait perdre une partie de sa légitimité ou, du moins, de sa crédibilité vis à vis des citoyens. Cet emploi du *nous* et la création de cet ensemble discursif qui réunit en une seule entité le président et le peuple français vise sans doute à rétablir les liens brisés et à réparer, du moins partiellement, l'image présidentielle endommagée par ces mêmes événements. En effet, tel que le rappelle Amossy (2010 : 158), l'ethos projeté par ce passage du *je* au *nous*, « est lié à la capacité de créer ou de renforcer un collectif » ; ce *nous* correspondant à *je + tu/vous* n'est pas « une simple addition d'individus, mais [...] un élargissement du noyau initial que constitue le moi, [...] une ouverture vers l'autre que le pronom pluriel englobe dans la constitution d'une nouvelle entité » (Amossy, 2010 : 159). Cette entité collective ainsi créée dans et par le discours va se voir attribuer un ethos positif qui, comme on verra par la suite, aura un effet bénéfique sur l'ethos du locuteur.

Une fois ce lien étroit établi, Macron se réfère aux événements qui, sans doute, ont provoqué son apparition publique. Évitant toute responsabilité, il évoque ces faits au moyen de la modalité élocutive du « constat » : « Les événements de ces dernières semaines dans l'Hexagone et Outre-mer ont profondément troublé la Nation. Ils ont mêlé des revendications légitimes et un enchaînement de violences inadmissibles ».

Comme l'explique Charaudeau (2019 : 599), au moyen de cette modalité du constat, le locuteur « reconnaît un fait à propos duquel il dit qu'il ne peut qu'*observer son existence* de la façon la plus extérieure et la plus objective possible ». En effet, le fait d'exprimer un constat « est une manière de prendre acte de cette existence [...] mais c'est aussi une manière de signifier qu'il [le locuteur] refuse d'*évaluer* » (Charaudeau, 2019 : 599). Grâce à ces énoncés, Macron adopte un ethos de « chef-souverain » qui, prenant une position au-dessus de la mêlée, décrit les faits d'une façon objective. En fait, son constat se présente sous une configuration implicite, c'est à dire sans un verbe de modalité du type *je constate*, qui a été omis, ce qui renforce le désengagement du locuteur et de l'interlocuteur que cette modalité permet de montrer⁴. Ce type de configuration implicite du constat rapproche cette façon de présenter les choses de la modalité délocutive⁵ de l'« évidence » (Charaudeau, 2019 : 620), marquée linguistiquement au moyen d'adjectifs, comme *évident, certain, vrai*, employés dans des tournures impersonnelles (*Il est évident que...*), ou d'adverbes comme *évidemment, effectivement, certainement*.

S'il est vrai que Macron utilise des termes axiologiques comme *revendications légitimes* ou *violences inadmissibles*, il est vrai aussi qu'il présente cette description comme faisant partie d'une réalité objective qu'il ne fait que constater. Cette vision des choses n'apparaît pas comme un jugement de la part du locuteur, mais comme un témoignage de la véritable nature des événements observés.

La réalité constatée est ainsi présentée sous un double aspect, ce qui va permettre à l'orateur de déployer par la suite deux types d'ethos opposés mais tout à fait complémentaires pour la création de l'image d'un leader idéal capable de faire face à la situation de crise que subit la nation.

⁴ Comme Charaudeau (2019 : 599) l'explique, « tout énoncé à la forme affirmative, décrivant un fait objectif, sans verbe de modalité est susceptible de correspondre à cette modalité de "constat" ».

⁵ L'énonciation délocutive « présente ce qui est dit comme si le propos tenu n'était sous la responsabilité d'aucun des interlocuteurs en présence et ne dépendait que du seul point de vue d'une voix tierce, voix de la vérité » (Charaudeau, 2014 : 138). Dans ce type d'énonciation le propos existe en soi et apparaît comme délié du locuteur et de l'interlocuteur, s'imposant aux interlocuteurs dans son mode de dire (Charaudeau, 2019 : 619). L'énonciation délocutive ne se présente jamais sous une forme implicite ; elle a toujours besoin d'une marque linguistique qui permette d'identifier l'intention du locuteur. Les principales marques sont les tournures impersonnelles, les adverbes comme, *probablement, vraisemblablement*, ou les phrases qui constituent des slogans.

Tout d'abord, le Président exprime sa position par rapport au deuxième volet de la réalité, les *violences inadmissibles*. En adoptant un mode élocutif explicite, il parle à la première personne et, au moyen de la modalité volitive, il exprime sa volonté de répondre aux possibles doutes par rapport à son attitude face à ces comportements intolérables. En effet, son énoncé « et je veux vous le dire d'emblée », présuppose un questionnement de la part de son auditoire, de ce *vous* auquel il veut répondre immédiatement. En fait, juste avant de le prononcer, il fait une légère pause, comme pour laisser à son auditoire le temps de se demander à propos de l'attitude du Président. L'emploi de l'expression modale *je veux* et de la locution adverbiale *d'emblée* cherchent à produire une impression de détermination dans sa réponse et dans sa conduite. L'énoncé qui suit constitue la réponse à ce questionnement mais constitue aussi, et peut-être avant tout, un « avertissement » aux responsables de ces troubles sociaux, qui font sans doute partie de l'audience : « ces violences ne bénéficieront d'aucune indulgence ». Cette stratégie de l'« avertissement » permet à Macron d'adopter ce que Charaudeau (2014 : 107) appelle un « ethos de caractère », qui participe d'un imaginaire de force d'esprit. Macron se présente ainsi, par sa réponse et par sa position vis à vis de ces violences, comme un leader résolu capable d'affronter le défi de ceux qui menacent la paix collective. En outre, cette dernière affirmation-avertissement prend la forme de ce que Ducrot appelle une « négation polémique », destinée à contester un point de vue opposé. Selon la description polyphonique classique de Ducrot (1984 : 214-224), ce type d'énoncés négatifs polémiques présentent deux points de vue attribuables à deux énonciateurs différents⁶ : un énonciateur E1, qui se voit imputer la responsabilité du point de vue positif et un autre énonciateur E2, à qui on impute le point de vue opposé, c'est à dire le point de vue négatif. Le locuteur⁷ s'associe à cet énonciateur E2, responsable du point de vue négatif⁸. Grâce à cette association du locuteur, être discursif, à ce point de vue qui s'oppose à E1, la personne réelle que le locuteur représente dans le discours peut adopter l'image d'un orateur « combatif » « s'élevant contre ce qu'il considère être des contre-vérités » (Charaudeau, 2014 : 138). Macron se présente ainsi comme s'opposant à des voix, qu'il met en scène dans son discours même, qui accepteraient l'idée selon laquelle il

⁶ Les énonciateurs sont des êtres de discours responsables non pas de paroles précises mais de points de vue.

⁷ Le locuteur est un autre être discursif à qui est imputable l'apparition de l'énoncé. C'est à lui que réfèrent habituellement les marques de la première personne. Il ne s'agit pas de l'être réel qui a prononcé effectivement cet énoncé, c'est-à-dire, le sujet parlant.

⁸ Comme on sait, Ducrot (1984 : 217) reconnaît l'existence de deux autres types de négation bien moins fréquents : la « négation métalinguistique », destinée à contredire les « termes mêmes d'une parole effective à laquelle elle s'oppose », et la « négation descriptive », destinée à « représenter un état de choses, sans que son auteur présente sa parole comme s'opposant à un discours adverse » (Ducrot, 1984 : 216).

faudrait être indulgent vis à vis de ces violences. Cette mise en scène et cette opposition permettent à l'orateur d'accentuer l'éthos de caractère capable de combattre ceux qui commettent des actes violents et ceux qui les justifient.

Mais si Macron réalise un acte d'avertissement et s'oppose fermement aux violents et à ses défenseurs, il le fait sans emportement, sans abandonner son attitude modérée, son éthos de chef souverain capable de garder son sang-froid. Il durcit un peu le geste et le ton et il ralentit légèrement le débit en prononçant l'énoncé, mais il n'abandonne pas le « parler tranquille » lié à cet éthos de « chef souverain ». Grâce à ces deux énoncés, très concis et qui forment une véritable unité, Macron peut configurer un éthos de chef résolu et combatif. Ainsi, ces secondes initiales de son allocution, depuis la formule initiale jusqu'à cet avertissement, préparent le terrain pour le reste du discours. Les différents éthos adoptés par le Président s'appuient sur cette partie initiale qui constitue ainsi le germe à partir duquel va se déployer une image composite de l'orateur.

Immédiatement après cette affirmation-avertissement, il récupère aussitôt un ton presque amical pour adopter à nouveau le *nous* qui lui permet de s'identifier à son auditoire, de s'inclure dans cette entité dont il s'était séparé pour en devenir le porte-parole. Ainsi, il recourt à la première personne du pluriel pour créer un effet de complicité avec cet auditoire, un effet qui lui permet de justifier cette position ferme à l'égard des instigateurs de ces violences. Si au début de l'allocution il avait évoqué « les événements » à la troisième personne, sans se référer aux responsables de ces violences, maintenant il qualifie les responsables politiques de ces actes. Ce sont des opportunistes et des irresponsables : « Nous avons tous vu le jeu des opportunistes qui ont essayé de profiter des colères sincères pour les dévoyer. Nous avons tous vu les irresponsables politiques dont le seul projet était de bousculer la République, cherchant le désordre et l'anarchie ».

Un aspect remarquable de cette description des événements et de leurs responsables, c'est le fait qu'on la présente sous un aspect d'évidence. En effet, nous avons deux énoncés introduits par le verbe *voir*, qui présuppose l'existence de la réalité constatée *de visu* par l'ensemble formé par l'orateur et son audience. Selon la description polyphonique de la présupposition (cf. Ducrot, 1984 : 231-233), le locuteur, être de discours responsable de l'apparition d'un énoncé, met en scène deux énonciateurs responsables de deux points de vue différents. Un énonciateur E2, assimilé au locuteur, est le responsable du contenu posé. Dans le cas des deux énoncés qui nous occupent, il s'agit du point de vue objet de l'affirmation selon laquelle « nous avons tous vu... ». Un autre énonciateur E1 se voit attribuer la responsabilité du point de vue objet du présupposé selon lequel il existe un « jeu des opportunistes qui ont essayé de profiter des colères sincères pour les dévoyer » et il existe des « irresponsables politiques dont le seul projet était de bousculer la République, cherchant le désordre et l'anarchie ». L'énonciateur E1 responsable du point de vue présupposé est assimilé

« à un certain ON, à une voix collective, à l'intérieur de laquelle le locuteur est lui-même rangé » (Ducrot, 1984 : 231). Ces contenus présupposés apparaissent ainsi comme quelque chose de tout à fait évident, comme un point de vue qui fait l'objet d'un consensus préalable de la part d'une collectivité au sein de laquelle se rangent le locuteur et ses allocutaires, qui ont pu être témoins de cette réalité. En mettant en scène ces êtres discursifs, responsables de ces points de vue, l'orateur impose ce consensus à son auditoire, lui fait assumer ces idées sur lesquelles il fonde son avertissement et d'autres affirmations qui viendront ensuite.

Il faut remarquer aussi que ces contenus présupposés contiennent des termes comme *opportunistes* ou *irresponsables politiques*, qui constituent une dégradation de l'image des adversaires et qui contribuent à créer un ethos tout à fait négatif de ceux-ci. La mise en scène par le locuteur, assimilé à la personne de Macron, des points de vue contenant ces termes constitue un acte de « vitupération » qui contribue à renforcer l'ethos de caractère adopté par l'orateur (cf. Charaudeau, 2014 : 107).

Immédiatement après cette présentation présuppositionnelle des faits violents comme le résultat de l'action des opportunistes et des irresponsables politiques qui ont cherché à déstabiliser la France, l'orateur adopte un mode délocutif pour introduire une série d'énoncés qui se présentent sous la forme de phrases génériques et qui constituent des vérités générales. Il s'agit des énoncés « Aucune colère ne justifie qu'on s'attaque à un policier, à un gendarme, qu'on dégrade un commerce ou des bâtiments publics » ; « Notre liberté n'existe que parce que chacun peut exprimer ses opinions, que d'autres peuvent ne pas les partager sans que personne n'ait à avoir peur de ces désaccords » ; « Quand la violence se déchaîne, la liberté cesse ».

Comme Charaudeau (2014 : 138) l'explique, l'énonciation délocutive « s'exprime à l'aide de phrases qui effacent toute trace des interlocuteurs, pour se présenter sous une forme impersonnelle⁹ ». Introduit sous une forme délocutive, le propos apparaît comme existant en tant que tel. Selon la description de Charaudeau (2019 : 619), « les modalités délocutives sont déliées du locuteur et de l'interlocuteur. Le propos émis existe en soi, et s'impose aux interlocuteurs ». En effet, ce procédé permet à celui qui parle « de présenter ce qui est dit comme si personne n'était impliqué » (Charaudeau, 2014 : 134). Grâce à l'énonciation délocutive, ces faits sont présentés « comme si le propos tenu n'était sous la responsabilité d'aucun des interlocu-

⁹ Il ne faut pas confondre l'énonciation délocutive, marquée par l'emploi de tournures impersonnelles ou, comme c'est le cas ici, par des phrases génériques qui constituent des énoncés de type slogan et qui apparaissent comme des vérités générales communément admises, avec la modalité élocutive du « constat » marquée par la présence d'un verbe de constat (cf. Grossmann, 2018) et d'un pronom de première personne qui indique la prise en charge par le locuteur du contenu objet de ce constat. Il est vrai que, très souvent, cette modalité du constat se présente sous une forme implicite qui omet le verbe et les marques de la première personne, mais il est vrai aussi que ces éléments pourraient être facilement restitués, explicitant ainsi la position du locuteur, ce qui n'est pas le cas pour l'énonciation délocutive.

teurs en présence et ne dépendait que du seul point de vue d'une voix tierce, voix de la vérité » (Charaudeau, 2014 : 138). Les événements sont donc introduits comme une vérité ne dépendant pas du locuteur mais ayant une valeur en soi, ce qui a comme effet que « l'énonciation délocutive fait entrer l'auditoire dans un monde d'évidence » (Charaudeau, 2014 : 138).

Ce procédé énonciatif est très fréquent dans le discours politique où il s'exprime souvent au moyen d'« énoncés slogans » et de « petites phrases » qui permettent à l'orateur d'adopter « une figure de *souverain* parce que se mettant au-dessus de la mêlée il se fait le porteur d'une vérité établie » (Charaudeau, 2014 : 138).

Dans ces conditions, il est raisonnable de se demander à qui est attribuable cette assertion dont le contenu est présenté comme évident. Comme nous venons de le voir, Charaudeau (2019 : 138) attribue le propos ainsi présenté à une « voix tierce », à la « voix de la vérité ». À notre avis, cette notion peut être mise en rapport avec la notion de *ON*-vérité proposée par Berrendonner (1981) dans son analyse de la présupposition. Anscombe (2005 : 78) reformule dans les termes suivants la description de Berrendonner : « Pour une proposition *p*, */p est ON-vrai/* signifiera que 'p est généralement considéré comme vrai', ou encore 'l'opinion générale est que p est vrai' ». Pour Berrendonner (1981 : 51), ce *ON* réfère à

[...] un signifié susceptible de renvoyer déictiquement à n'importe quel ensemble d'individus parlants, de manière parfaitement indéterminée [...] *ON* peut inclure, aussi bien que ne pas inclure, le locuteur, et/ou le destinataire, et ceci reste affaire de conjecture : les contours de l'opinion publique sont toujours moins nets que ceux des individus.

Et un peu plus loin Berrendonner (1981 : 59) se réfère à nouveau à ce *ON* qu'il appelle, « faute de mieux "l'opinion publique", parce que son rôle est le plus souvent de dénoter une *doxa* anonyme ».

Ce *ON*, cette opinion publique, cette *doxa* anonyme peuvent être facilement mis en rapport avec la voix tierce, la voix de la vérité dont parle Charaudeau dans le cas des énoncés à la modalité délocutive.

À partir de cette notion de *ON*-vérité, Anscombe (2005), dans le cadre de la théorie des stéréotypes, propose le concept de *ON*-locuteur pour désigner l'ensemble d'individus présenté comme la source qui se trouve à l'origine du point de vue considéré comme vrai. Cette source est identifiée à une communauté linguistique qui assume la véracité de ce point de vue. Cette notion de *ON*-locuteur est liée, selon Anscombe (2010 : 34) à des phénomènes comme la présupposition, l'opposition thème/rhème et des phénomènes doxatiques comme les parémies et autres formes sentencieuses.

Donaire (2016) applique cette notion de *ON*-locuteur à l'analyse du discours politique, qui privilégie certaines formes de polyphonie. Ce « *ON* désigne une com-

munauté linguistique à laquelle le locuteur peut se présenter comme appartenant ou non » (Donaire, 2016 : 63). La source désignée par ce *ON* « peut prendre des formes diverses, en particulier celle d'un savoir (présenté comme) partagé (des "vérités" générales) ou d'un discours présenté comme assumé par la communauté linguistique » (Donaire, 2016 : 63). Pour Donaire, cette catégorie inclut souvent « les "petites phrases" qui caractérisent le discours politique » ainsi que des phrases contenant des « expressions linguistiques comme "devoir" ou "falloir", qui font appel à ce qui est admis par la communauté linguistique » (Donaire, 2016 : 66).

Ces trois énoncés, que Macron introduit au moyen de l'énonciation délocutive, constituent des phrases génériques qui pourraient parfaitement être précédées par des expressions du type « comme on dit », « comme on sait », indiquant l'origine du discours et, surtout, sa considération comme une vérité généralement admise. Ces expressions prouvent que la responsabilité des trois énoncés est attribuée à un *ON*-locuteur identifié à une communauté qui partage ces vérités générales et qui inclut Macron lui-même et son auditoire. À partir de ces trois vérités générales, le Président prononce un quatrième énoncé, « c'est donc désormais le calme et l'ordre républicain qui doivent régner », qui est présenté comme la conclusion tirée à partir des énoncés antérieurs. Cet énoncé adopte aussi un mode d'énonciation délocutive, marquée par le verbe *devoir* et apparaît également sous la forme d'une vérité générale dont la source est un locuteur identifié à une collectivité dont Macron et son auditoire font partie. Cette vérité se présente sous la forme d'une obligation impérative qui permet à l'orateur de revêtir cette image, cet ethos de « chef souverain » qui, adoptant le rôle de porte-parole de la communauté, véhicule ce devoir qui constitue une vérité générale.

Juste avant la prononciation de cet quatrième énoncé, et sans doute pour renforcer son contenu, la caméra effectue un raccord dans l'axe en arrière, l'image s'éloigne et on récupère le plan initial où l'on voit les mains du Président posées sur la table, les doigts légèrement séparés. L'orateur appuie ces affirmations au moyen de petits mouvements de la main droite.

Après la présentation de ces vérités générales, le discours récupère l'énonciation élocutive et introduit une affirmation à la première personne du pluriel « nous y mettrons tous nos moyens ». Ce *nous* ne correspond plus à un *je* + *vous*, mais à un *je* + *ils*, ce *ils* étant composé par les membres du gouvernement. Le locuteur identifié à Macron se présente comme le porte-parole d'un collectif englobant les plus hauts responsables politiques de l'État. La réalisation de cet acte de promesse permet au Président d'adopter un ethos de caractère, un ethos engagé montrant la volonté de ne pas épargner d'efforts afin de récupérer l'harmonie collective. Cet engagement est immédiatement justifié au moyen d'un cinquième énoncé adoptant une forme délocutive, qui introduit une autre vérité générale attribuée au même *ON*-locuteur responsable des quatre énoncés délocutifs précédents. Il s'agit maintenant de « rien ne se construira de durable tant qu'on aura des craintes pour la paix civile ». Pour boucler

cette séquence d'énoncés, l'orateur adopte à nouveau l'énonciation élocutive, mais cette fois-ci à la première personne du singulier. Un locuteur identifié à la personne du Président se voit attribuer la responsabilité de l'énoncé « j'ai donné en ce sens au gouvernement les instructions les plus rigoureuses ». Le ton de la voix chute, soulignant cette affirmation catégorique destinée à renforcer l'ethos d'un chef souverain qui dirige fermement le gouvernement. Le mouvement de la caméra accompagne cette affirmation en adoptant à nouveau le plan rapproché poitrine.

On voit bien la stratégie mise en place par l'orateur : au début de son discours, il met en place une communauté réunissant sa personne et son auditoire au moyen de l'énonciation élocutive exprimée grâce au *nous*, qui lui permet d'adopter un ethos de solidarité envers ses allocutaires. Une fois cette communauté établie, elle est présentée comme l'origine d'un point de vue partagé qui, grâce à la présupposition liée au verbe *voir*, apparaît comme tout à fait évident et qui offre une image négative des responsables des actions violentes et de ceux qui en ont profité pour tirer un bénéfice politique. Immédiatement après, cette collectivité initiale se voit attribuer, au moyen de la modalité délocutive, la responsabilité d'une série de vérités générales qui portent sur la violence sociale. Ces *ON*-vérités justifient l'adoption de la modalité élocutive de la part d'un orateur qui se présente d'abord comme membre du gouvernement et ensuite comme leader de ce groupe dirigeant, apparaissant ainsi comme un chef engagé, possédant le caractère nécessaire pour sortir la nation de la situation affligeante où elle se trouve.

Si cet ethos de caractère et de chef est lié à la création d'une image vraiment négative de la situation de violence et de ses responsables, face auxquels il adopte une position ferme, Macron veut aussi se montrer solidaire de ceux dont la protestation répond à une situation de difficulté, voire de pénurie. Il arrête son discours, fait une pause et reprend aussitôt son allocution par un *mais* qui marque l'opposition, et le changement d'orientation argumentative du discours (*cf.* Ducrot, 1980 : 93-130). L'adoption d'un nouveau positionnement est indiquée aussi par un mouvement du corps : le tronc et la tête se redressent légèrement et le ton de la voix monte. Une nouvelle pause suit ce *mais* laissant ainsi à l'auditoire prendre conscience du déplacement argumentatif et créant des attentes par rapport à la suite du discours.

Si Macron s'est référé jusqu'ici aux violences inadmissibles, il reprend maintenant le volet des revendications légitimes pour se montrer solidaire des personnes qui les ont effectuées. Afin de projeter une image humaine de lui-même, le Président a recours à la figure du « sentiment » (*cf.* Charaudeau 2014 : 114) et montre sa compassion envers ceux qui éprouvent des émotions douloureuses comme la colère et l'indignation. S'exprimant à la première personne, il affirme son sentiment d'acceptation de ces émotions : « au début de tout cela, je n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation ». Il montre aussi sa compréhension envers ceux qui partagent ces émotions, qui sont une partie intégrante de ce *nous* qu'il a établi au début de son

allocution : « beaucoup de Français, beaucoup d'entre nous peuvent la partager ». En effet, il considère cette indignation comme admissible, puisqu'il refuse de la réduire aux « comportements inadmissibles » qu'il vient de dénoncer.

L'orateur crée ainsi une deuxième réalité, qui s'oppose à la violence intolérable et qui ne reçoit pas de traits négatifs cette fois-ci, par rapport à laquelle il se positionne adoptant un ethos différent de ce premier ethos de chef doté d'un caractère fort. Il crée aussi une image aimable des citoyens liés à cette deuxième réalité et adopte à leur égard un ethos compréhensif et solidaire. La figure du sentiment contraste ainsi avec la figure de l'avertissement et avec celle de la vitupération auxquelles l'orateur avait eu recours se référant aux responsables de la violence.

Une fois présentée cette deuxième réalité, le Président procède à la décomposer en de multiples facettes qui lui permettent de renforcer cet ethos humain et solidaire. Ces différentes facettes sont introduites dans le discours sous la forme de constatations commençant par le présentatif *c'est*. Comme nous avons vu plus haut, la modalité élocutive du constat permet au locuteur d'adopter une apparence d'objectivité en présentant les faits comme évidents. En outre, cette modalité confère à l'orateur un ethos de chef souverain, qui prend acte d'une réalité qu'il connaît bien et qui la présente à son auditoire. Ceci permet au Président de s'opposer aux voix qui le critiquent d'avoir disparu pendant trois semaines, et contribue à la réparation de son ethos préalable, détérioré par le mécontentement populaire. En effet, le présentatif *c'est* reprend anaphoriquement la colère évoquée par Macron pour introduire à continuation, sous une apparence objective, méthodique, presque scientifique, les différents aspects de cette réalité, qui apparaissent ainsi comme déliés de la responsabilité de l'orateur.

Les six occurrences de cette expression présentative forment un enchaînement d'anaphores rhétoriques et confèrent un rythme particulier à cette partie de l'allocution, qui adopte presque la forme d'une litanie et qui martèle l'esprit de l'auditoire (cf. Magri-Mourgues, 2015) accentuant l'impact de chacun des volets choisis par l'orateur pour développer la réalité mise en avant.

Dans le premier énoncé de cette série, le chef de l'État constate la colère contre la taxe sur les carburants, une colère qui est présentée comme non-justifiée au moment de l'élocution puisque le Premier ministre avait déjà procédé à l'annulation de l'impôt. Mais cette colère est instrumentalisée par l'orateur qui, montrant un ethos humain et compréhensif, exprime son ressenti à la première personne et accepte ce sentiment comme « juste à bien des égards ». Et non seulement il accepte cette colère ; transformant sa charge négative en espérance, il affirme sa croyance : « elle peut être notre chance ».

À continuation, il évoque différentes facettes de cette colère liées à l'image de certains membres de la société. Macron choisit précisément ces Français et ces Françaises pour leur valeur prototypique liée à la détresse et à la souffrance, ce qui lui

permet de montrer à leur égard un ethos d'humanité et de solidarité qui se voit accentué par un ton de la voix et par un geste du visage qui essaient de refléter la compassion que ces personnes provoquent chez l'orateur.

L'image correspond à celle du couple de mariés en difficulté économique, de la mère de famille qui peine à élever toute seule ses enfants, des retraités modestes qui aident leur famille avec le peu qu'ils ont, des personnes en situation de handicap délaissées par la société. Le choix de ces figures prototypiques et du lexique de la détresse qui les accompagne constituent un appel aux émotions de l'auditoire. Si jusqu'ici c'était surtout le logos qui avait été mis en jeu par le Président, c'est maintenant le recours au pathos qui prend une place importante dans son discours. Mais ce recours est subordonné à la création d'un ethos favorable à l'orateur. En effet, s'il choisit ces images prototypiques de ce que Charaudeau (2000) appelle la « topique de la douleur », c'est pour accentuer une image compatissante de lui-même. Le pathos est ainsi mis au service de l'ethos. Ceci est spécialement perceptible quand, à propos des mères de famille seules, il affirme : « Je les ai vues, ces femmes de courage pour la première fois disant cette détresse sur tant de ronds-points ! » Au moyen de cet énoncé à la première personne, l'orateur mobilise une figure fondamentale de l'ethos de solidarité : il s'agit de « l'écoute » (Charaudeau, 2014 : 127). En ayant recours à cette figure, qui suppose que l'homme politique est capable de « se mettre à l'écoute de ses administrés », Macron montre qu'il peut adopter « une attitude de prise en considération des autres, de leurs problèmes, de leurs souffrances mais également de leurs demandes » (Charaudeau, 2014 : 127). Mais non seulement il a écouté ces mères de famille ; il les a aussi vues sur les ronds-points, ce qui implique que le chef de l'État connaît la réalité de très près, qu'il parcourt les rues et les routes de France. L'image présidentielle créée par cette affirmation est sans doute destinée à parer aux critiques qui présentaient Macron comme un Président absent et à contribuer à la réparation d'un ethos préalable endommagé par le manque de réponse à une crise plus qu'évidente déjà. Le ton pitoyable adopté lors de l'énonciation de cette phrase est sans doute destiné à accentuer les effets pathémiques, c'est à dire les effets émotionnels recherchés, en laissant transparaître les sentiments d'un orateur sensible à la souffrance de ces mères.

Une fois établie cette liste des malheureux qui ressentent la colère admissible, Macron introduit un constat fondamental à propos de l'origine de l'affliction qui touche ces personnes : « leur détresse ne date pas d'hier ». Cet énoncé, qui éloigne la responsabilité de la figure du Président, de son présent et, en conséquence, de l'action du gouvernement actuel, ouvre quand même la voie à une figure fondamentale de l'ethos d'humanité : il s'agit de « l'aveu » (cf. Charaudeau 2014 : 114-116). Mais l'aveu que cet énoncé rend possible n'affecte pas seulement l'image du chef de l'État ; en effet, cette reconnaissance d'une culpabilité n'est pas assumée par l'orateur à la première personne : elle fait l'objet d'un énoncé dont le sujet est un *nous* qui englobe

le *je* du locuteur et le *vous* de son auditoire. Il s'agit alors d'une culpabilité dont la responsabilité est partagée par la société dans son ensemble. Si Macron assume une partie de cette responsabilité c'est en tant que membre de cette société qui a fini par « s'habituer lâchement » à la détresse et non en tant que leader politique. Ni lui ni son audience ne sont coupables de la douleur des plus défavorisés mais de les avoir traités comme s'ils avaient été « oubliés, effacés ». Ces deux énoncés coordonnés par *mais*, « Leur détresse ne date pas d'hier mais nous avons fini par nous y habituer », sont renforcés par les mouvements de la caméra qui, juste avant, fait un raccord en arrière pour adopter un plan rapproché taille et laisse voir, encore une fois, les mains du Président posées sur la table, les doigts séparés, et, immédiatement après, se rapproche à nouveau pour adopter le plan poitrine.

Macron tente ainsi de réparer son ethos abîmé en éloignant l'origine de cette crise de son action politique et en assumant uniquement une partie de la responsabilité collective par rapport au traitement des personnes les plus touchées par l'adversité. En fait, il met une date au début de cette situation : « Ce sont quarante années de malaise qui ressurgissent ». Les causes de cette colère sont donc bien lointaines et le malaise affecte bien des secteurs de la société : les travailleurs, les territoires, villages ou quartiers, la vie démocratique, tous ceux qui subissent les changements de la société par rapport à des éléments fondamentaux comme la laïcité mise en péril par « des modes de vie qui créent des barrières, de la distance ». Le débit de la parole s'accélère en énumérant toutes ces facettes du malaise qui jaillissent comme en cascade.

Face à tout cela, le Président ne se présente pas comme responsable mais quasiment comme une victime, ce que confirme le ton de sa voix. Le discours fait une pause. La caméra reprend le plan taille, on voit les mains du président toujours posées sur la table et il prononce l'énoncé : « Cela vient de loin, mais c'est là maintenant ». Un double mouvement vertical de la main droite appuie les mots « là » et « maintenant », séparés par une pause importante. Macron ne se présente pas comme coupable de la situation, mais c'est à lui que revient le devoir de la résoudre.

Nous assistons ainsi à ce que Charaudeau (2014 : 96-105) appelle le « discours de justification », utilisé habituellement par les responsables politiques afin de « se laver des critiques ou accusations qui [leur] sont adressées » (Charaudeau, 2014 : 97). Ce type de discours tente de récupérer la crédibilité mise en péril par des événements ou par des adversaires qui mettent en doute la fiabilité des responsables politiques. Parmi les stratégies que ce discours peut mettre en place, « la récusation », « la raison supérieure » et « la non-intentionnalité », Macron base cette partie de son allocution sur la non-intentionnalité de son comportement, en recourant à deux arguments : « l'argument des circonstances » qui se sont imposées à son action politique et qui viennent de loin et « l'argument de la responsabilité collective » qui dilue sa responsabilité individuelle.

Il est certain qu'au moment de l'allocution cela fait déjà un an et demi que Macron est au pouvoir et, s'il n'accepte pas la responsabilité des motifs qui ont produit le malaise, il effectue un nouvel aveu. Il s'agit cette fois-ci de ne pas avoir su « y apporter une réponse suffisamment rapide et forte ». Mais cette constatation, introduite et renforcée par le marqueur épistémique *sans doute*, qui modalise la prise en charge de l'énoncé, n'est pas assumée par Macron à la première personne du singulier ; c'est encore une fois un *nous* qui apparaît comme sujet de la phrase. Il s'agit ici, de toute évidence, d'un *nous* englobant le *je* du locuteur et un *ils* qui inclurait d'autres responsables politiques, probablement les membres du gouvernement dirigé par Édouard Philippe. L'orateur dilue ainsi sa responsabilité politique dans un ensemble. C'est à nouveau une assomption de culpabilité partielle, ce que confirme l'énoncé « je prends ma part de responsabilité », appuyé par un rapprochement de la caméra qui reprend le plan poitrine. Mais il y a une faute que le chef de l'État accepte en entier. Et ce qui est frappant par rapport à cet aveu, c'est la référence explicite que l'orateur fait à son propre ethos : « Il a pu m'arriver de vous donner le sentiment que ce n'était pas mon souci, que j'avais d'autres priorités ». En effet, ce que Macron regrette, c'est d'avoir transmis une mauvaise image de lui-même, l'image d'un leader qui aurait délaissé les plus faibles pour se centrer sur d'autres priorités (probablement le maintien du pouvoir). Mais même cet aveu est présenté d'une façon particulière destinée à protéger l'image présidentielle : la phrase est construite à la forme passive afin de présenter le locuteur non pas comme l'agent de l'action mais comme l'objet qui la subit. En plus, la forme impersonnelle choisie pour cette construction efface les traces de l'agent, comme si l'action s'était produite d'elle-même, sans aucune intervention de l'orateur. La marque de la première personne n'apparaît qu'à la place du complément d'objet indirect, présentant le locuteur identifié à Macron comme le récepteur passif d'une action dont il n'est aucunement responsable. Encore une fois, le Président apparaît non comme coupable mais comme victime des événements

Si tout cela n'était pas assez pour éloigner de l'orateur la responsabilité du comportement objet de cet aveu, la périphrase modale « il a pu m'arriver », qui modalise la certitude, confère à ce comportement un caractère incertain qui le fait apparaître comme une simple possibilité, ce qui atténue la prise en charge par le locuteur de ses propos.

Face au caractère incertain de cette possibilité, l'énoncé suivant, construit à la première personne, exprime l'assurance et la clarté de la parole du Président. En effet, en prononçant « Je veux ce soir être clair avec vous », Macron réclame la crédibilité nécessaire pour présenter l'ethos qu'il va confirmer comme authentique à continuation. Par opposition au caractère douteux de l'ethos négatif objet de l'aveu, cet ethos présenté comme authentique par l'orateur, apparaît comme évident et avéré grâce à sa nature présuppositionnelle liée à l'emploi de la conjonction *si* suivie du passé composé. Grâce à ce présupposé, le locuteur met en place encore une fois une voix collective

qui admet hors de tout doute raisonnable qu'il s'est « battu pour bousculer le système politique en place, les habitudes, les hypocrisies ». Le courage nécessaire pour tenter cette lutte confirme l'ethos de caractère adopté par un Président qui se manifeste comme quelqu'un doté de la force d'esprit nécessaire pour réaliser un tel exploit. L'attribution par l'opinion générale d'un tel comportement, fait apparaître Macron comme une espèce de héros, ce qui annule absolument les conséquences que le comportement négatif avoué pourrait avoir sur l'image présidentielle. Nous assistons ainsi à un travail de réparation de l'ethos préalable vraiment méthodique et consciencieux destiné à compenser l'image négative générée au cours des semaines précédentes et à créer l'ethos d'une personnalité capable de conduire la Nation à un état libre des défauts du système politique antérieur.

Macron justifie ce comportement presque héroïque en confirmant sa confiance en la France et son amour pour « notre pays », renouant ainsi les liens qu'il avait établi au début de son allocution avec le peuple français dans son ensemble et basant la crédibilité qu'il réclame sur cet amour qu'il ressent pour la Nation.

Mais s'il est préoccupé par sa crédibilité, la légitimité constitue aussi pour le Président un élément essentiel. En effet, il rappelle à son audience que c'est l'ensemble de la Nation qui fonde cette légitimité. La forme négative de cette assertion : « et ma légitimité, je ne la tire d'aucun titre, d'aucun parti, d'aucune coterie ; je ne la tire que de vous, de nul autre », indique l'opposition du locuteur à une autre voix qui affirmerait qu'il y a d'autres groupes de pouvoir, un parti, une coterie, qui assureraient le pouvoir du chef de l'État, ce qui laisserait sous-entendre que Macron sert des intérêts autres que ceux de la Nation française. L'orateur se montre ainsi totalement solidaire de ses concitoyens, au service desquels il exercerait ses fonctions. Des mouvements de tête et l'accentuation de certaines syllabes appuient la conviction de l'orateur par rapport à sa loyauté envers ce *vous* qui le légitime. Ce *vous* reçoit précisément un accent spécialement intense.

Si Macron étend dans le temps le malaise qui se trouve à l'origine de la colère et donc de la crise actuelle, éloignant de sa personne, de son action politique et de son image publique les causes de cette crise, il étend aussi dans l'espace cet état de difficulté. L'orateur fait une longue pause et la caméra s'éloigne à nouveau. Constatant que « nombre d'autres pays traversent ce mal vivre qui est le nôtre », il évite l'image d'une France qui subirait une situation exceptionnelle et il évite aussi l'image d'un dirigeant politique responsable de cette situation exceptionnellement négative dans son pays. En effet, il ne peut pas être le responsable direct d'une crise qui affecte aussi nombre d'autres pays. Cependant, le *mais* qui introduit l'énoncé suivant veut opposer la France à ces pays et reconnaît pour elle une situation exceptionnelle en ce qui concerne les possibilités de sortie de cette crise. Cet énoncé, exprimant la conviction sans réserve, la certitude totale du locuteur assimilé à Macron, « je crois profondément que nous pouvons trouver une voie pour en sortir tous ensemble », compose l'image d'un

chef de l'État qui a une confiance absolue dans les possibilités de la Nation qu'il préside. Cette confiance est appuyée par deux mouvements des mains qui renforcent la prononciation des mots *vous et ensemble*.

Les chances de réussite qu'ouvre cette voie reposent donc sur une condition essentielle : l'unité du peuple français. L'orateur veut ainsi insister sur le lien qu'il a créé dès le début de son discours avec les membres de son auditoire, cherchant ainsi à combler le fossé que la crise des « gilets jaunes » a creusé entre le Président et le peuple et à offrir un ethos de solidarité totale envers ce peuple. Cet énoncé sert de relais entre la première partie de l'allocution, destinée à offrir une vision de la situation et à créer une image bien définie des deux collectifs par rapport auxquels Macron se positionne, les violents et les souffrants, et la suite du discours, consacrée fondamentalement à présenter une batterie de mesures que le Président propose comme solution à l'état actuel de la Nation.

Cette première partie de l'allocution construit des ethè de Macron qui le présentent comme un dirigeant capable de traiter convenablement ces deux collectifs : ethos de caractère et de chef souverain d'un côté ; ethos d'humanité et de solidarité de l'autre. La suite du discours devra permettre à l'orateur la construction d'ethè qui lui permettent d'apparaître comme le leader capable d'amener la Nation à l'état de bien-être qu'elle mérite.

1.4. Les mesures annoncées par le Président

La caméra se rapproche à nouveau. Tout d'abord c'est la détermination qu'il veut montrer et il prononce trois séries d'énoncés commençant par *je le veux* qui transforment sa conviction et sa confiance par rapport à l'amélioration de la situation en volonté ferme d'action. C'est à nouveau l'ethos de caractère qui apparaît ici, appliqué cette fois-ci non pas à des personnes qui auraient mal agi mais à l'état d'urgence que vit la France. Ici encore, c'est l'anaphore rhétorique qui permet de souligner cette volonté résolue. En effet, comme Mayaffre (2015 : par. 20) le souligne, les anaphores verbales à la première personne du singulier et construites autour d'un verbe fort, comme *vouloir*, « ont pour vocation de construire l'éthos charismatique du candidat, qui exhibe son ambition voire son entêtement par une posture énonciative sourde, ostensible, assumée ».

Chacun des trois *je le veux* est justifié par une subordonnée commençant par *parce que* qui ouvre des possibilités capitales par rapport aux stratégies mises en place par les concepteurs du discours. L'énoncé « c'est notre vocation au travers de l'Histoire d'ouvrir ainsi des chemins jamais explorés pour nous-mêmes et pour le monde » justifie le premier *je le veux*, rappelant le rôle fondamental de la France dans le progrès des nations. Si la France apparaît ainsi comme un guide pour l'ensemble des nations, sur son leader retombe l'image du « guide-berger », l'une des figures de l'ethos de chef selon Charaudeau (2014 : 119). Cette figure fait du chef un « rassem-

bleur, celui qui réunit le troupeau, l'accompagne et le précédant, éclaire sa route avec une tranquille persévérance ». Il devient ainsi un « conducteur d'hommes ».

Le deuxième *je le veux* est justifié par une phrase sentencieuse qui marque le passage de l'élocutif au délocutif. Cette affirmation, « un peuple qui se divise à ce point, qui ne respecte plus ses lois et l'amitié qui doit l'unir est un peuple qui court à sa perte », émerge dans le discours comme une vérité générale qui réclame l'unité et dont le responsable est un locuteur collectif, un *ON*-locuteur qui inclut le locuteur du *je le veux* et son audience et qui soutient de façon incontestable la volonté inébranlable du guide.

La justification du troisième *je le veux*, « c'est en pressentant cette crise que je me suis présenté à votre suffrage pour réconcilier et entraîner et que je n'ai pas oublié cet engagement et cette nécessité », introduit une triple vision hautement positive du Président. En premier lieu, Macron adopte l'image d'un « guide-prophète », une autre des figures de l'ethos de chef¹⁰, qui, pressentant déjà la menace, s'est présenté aux élections afin de pouvoir y remédier. Deuxièmement, sa volonté de « réconcilier et entraîner » confirme l'ethos de « guide-berger ». Troisièmement, en affirmant « je n'ai pas oublié cet engagement et cette nécessité », il renforce son ethos de solidarité envers le peuple français dans son ensemble.

Muni de cette image composite qui fait de lui un modèle exemplaire de leader capable de conduire la Nation à l'état de bonheur souhaité, le Président peut commencer à énumérer les mesures qu'il compte mettre en place afin d'accomplir son dessein. C'est ainsi que le guide-berger, le guide-prophète doté d'un caractère exceptionnel et solidaire de son peuple commence à faire connaître à celui-ci son plan salvateur. Il commence par une mesure forte : « l'état d'urgence économique et sociale » qui reflète la volonté ferme qu'il vient de montrer. Et cette volonté, ce caractère déterminé apparaît aussi dans la présentation même de la mesure qui adopte la forme volitive : « je veux décréter aujourd'hui ».

La caméra s'éloigne pour adopter le plan taille et le *je* laisse immédiatement la place au *nous* qui le relie à son auditoire et qui reprend l'ethos de solidarité pour affirmer que « nous voulons bâtir une France du mérite, du travail, une France où nos enfants vivront mieux que nous ». Il se fait le porte-parole de la Nation et proclame ce désir général d'un futur meilleur. Se basant sur cette communauté, il passe à la modalité délocutive pour attribuer à l'ensemble des citoyens la responsabilité d'un énoncé qui affirme la possibilité de construire cette France et la nécessité d'une amélioration du système éducatif pour y arriver : « Cela ne peut se faire que par une meil-

¹⁰ Selon Charaudeau (2014 : 119) le « guide-prophète » « ressemble au “guide-berger” dans son rôle de rassembleur, mais le berger est d'avantage ancré dans l'ici-bas, alors que le prophète se trouve dans l'au-delà ». C'est grâce à cette figure du « guide-prophète » qu'un leader politique peut apparaître comme « un être “inspiré” », comme « un “visionnaire” ».

leure école, des universités, de l'apprentissage et des formations qui apprennent aux plus jeunes et aux moins jeunes ce qu'il faut pour vivre libre et travailler ». Par contre, c'est le Président, à la première personne, qui « confirme » l'investissement précaire dans l'école et dans la formation, constatant par là une urgente nécessité d'une action.

Si le premier domaine abordé a été l'éducation, Macron fait allusion ensuite à la sphère du travail. L'ethos solidaire reprend le dessus grâce à la deuxième personne et l'orateur exprime le désir général : « Nous voulons une France où l'on peut vivre dignement de son travail ». Cette solidarité et cette affirmation de la communauté deviennent une responsabilité collective quand il reconnaît, au nom de la collectivité que « sur ce point, nous sommes allés trop lentement », justifiant ainsi le manque d'efficacité dans ce domaine. Mais face à cette faute collective, le Président propose l'action personnelle immédiate et décidée en affirmant à la première personne du singulier « Je veux intervenir vite et concrètement sur ce sujet ». L'ethos de caractère remplace ainsi celui de solidarité pour montrer, encore une fois, la volonté d'action rapide du Président, ce que confirme le ton de l'élocution qui devient plus ferme, plus décidé, quand il accompagne la présentation des mesures à adopter. C'est aussitôt l'ethos de chef-souverain qui prend le devant de la scène quand Macron, recourant à la modalité allocutive, sous la forme d'une requête, prononce l'énoncé « Je demande au gouvernement et au Parlement de faire le nécessaire afin qu'on puisse vivre mieux de son travail dès le début de l'année prochaine ». Ici le chef adopte des manières humbles montrant ainsi sa volonté de laisser aussi une place de premier ordre aux autres institutions fondamentales de la Nation que sont le gouvernement et le Parlement et partageant avec elles le pouvoir qui lui correspond en tant que chef de l'État. C'est précisément cet ethos de chef qui lui permet d'affirmer d'emblée, récupérant sa position privilégiée de premier dirigeant du pays, que « le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ». Sa capacité d'action politique et son engagement apparaissent comme incontestables, renforçant ainsi l'image d'un leader affublé de toutes les aptitudes nécessaires à l'exercice du pouvoir dans des temps vraiment difficiles.

Ces derniers énoncés nous permettent d'observer clairement comment les différents ethè se succèdent rapidement composant cette image qui se développe, se déploie et se complète sans arrêt devant les yeux des téléspectateurs.

C'est encore la forme volitive *je veux* que Macron utilise pour se référer ensuite aux heures supplémentaires confirmant ainsi sa volonté ferme, cette fois-ci de « renouer avec une idée juste : que le surcroît de travail accepté constitue un surcroît de revenu ». Mais, encore une fois, cette volonté se voit accompagnée d'une volonté assurée d'action, qui amène la promesse « les heures supplémentaires seront versées sans impôts ni charges dès 2019 ». La volonté et l'action se combinent ainsi pour configurer l'image d'un leader charismatique ; il ne s'agit pas cependant d'un leader

autoritaire. En effet, s'il veut « qu'une vraie amélioration soit tout de suite perceptible », il demandera « à tous les employeurs qui le peuvent, de verser une prime de fin d'année à leurs employés ». Cette prime, sollicitée à ces « employeurs qui le peuvent » et qui « n'aura à acquitter ni impôt ni charge » fait ainsi l'objet d'une requête qui permet à l'orateur d'adopter des manières humbles et de montrer l'image d'un chef qui, loin d'imposer des mesures à ses concitoyens, demande la collaboration de différents secteurs de la société qui peuvent contribuer à une amélioration de la situation des moins favorisés.

Si le programme du Président contient des mesures visant à améliorer la formation et la situation des travailleurs, son discours ne laisse pas non plus de côté les personnes qui ne sont plus en âge de travailler et qui « constituent une partie précieuse de notre nation ». À leur égard, le Président annonce une mesure fiscale importante qui confirme son image de chef-souverain : « Pour ceux qui touchent moins de 2.000 euros par mois, nous annulerons en 2019 la hausse de CSG subie cette année ». Un aveu, très important lui aussi, justifie l'adoption de cette mesure : « l'effort qui leur a été demandé était trop important et il n'était pas juste ». Mais encore une fois, cet aveu n'est pas assumé par l'orateur puisque le passif impersonnel efface les traces d'un responsable identifiable. Par contre, le responsable de la mesure réparatrice est parfaitement identifiable : il s'agit d'un *nous* référant à l'ensemble *Président + gouvernement*. Macron tente ainsi d'annuler les effets négatifs que l'augmentation de cet impôt aurait eu sur l'ethos des membres de cette collectivité politique.

Une fois ces mesures énumérées, l'orateur fait une pause, renforcée par un nouvel éloignement de la caméra, et annonce que ces mesures seront présentées immédiatement, « dès demain », par le Premier ministre aux parlementaires, indiquant par là que ce ne sont pas des projets à décider dans un futur plus ou moins lointain mais qu'il s'agit d'un plan d'action immédiat, ce qui renforce ce caractère décidé et résolu que l'orateur essaie de montrer tout au long du discours.

Une nouvelle pause et un nouveau rapprochement de la caméra marquent la relance du discours. Toutes ces mesures touchant à la formation, aux travailleurs et aux retraités ne semblent pas suffisantes au chef de l'État. Montrant un côté ambitieux par rapport à l'amélioration de l'état de la Nation et appelant de façon solidaire ses concitoyens, le Président affirme que « nous ne pouvons pas nous arrêter là ». Le *mais* qui introduit cette affirmation, le haussement très marqué du buste et la forme négative de la phrase, montrent l'opposition combative du locuteur face à ceux qui se contenteraient d'une attitude moins ambitieuse concernant l'état de bien-être de la France.

La première mesure de cette partie de l'allocution, marquée par une mobilité corporelle un peu plus dynamique, concerne la collaboration des entreprises et des plus fortunés, en définitive de ceux que l'imaginaire collective désigne souvent comme *les riches*. Évitant un ethos autoritaire qui pourrait gêner ce collectif, Macron

montre au contraire un ethos d' « humanité » et exprime une nécessité personnelle d'aide à la Nation de la part de ces concitoyens : « J'ai besoin que nos grandes entreprises, nos concitoyens les plus fortunés, aident la Nation à réussir ». Mais il confirme son ethos de chef en annonçant qu'il va les réunir immédiatement afin de prendre des décisions « dès cette semaine ».

Cet ethos de chef au caractère fort se montre aussi face à ceux qui voudraient revenir sur l'impôt sur la fortune. Il affirme connaître l'existence de ces voix ; mais il appelle à la réflexion collective, même si la réponse à la question « vivions-nous mieux durant cette période ? » apparaît immédiatement : le départ des plus riches, occasionné par cet impôt affaiblissait le pays. Se montrant ainsi solidaire de toutes les couches sociales, Macron veut inclure tous les collectifs dans son plan de régénération.

En outre, si cet impôt a été supprimé c'est parce qu'il s'était engagé à le faire. Il le rappelle, se présentant ainsi comme un leader qui sait tenir sa parole. Ce rappel est sans doute destiné à offrir un ethos de « sérieux », de dirigeant digne de la confiance des citoyens, des futurs électeurs donc. En tout cas, cet impôt a « été maintenu au contraire pour ceux qui ont une fortune immobilière ». Le Président rappelle aussi cette exception à la mesure, qui constitue une sorte d'avertissement à ceux dont la fortune ne contribuerait pas à la prospérité générale via la création d'emplois, montrant par là un ethos de caractère face à ces riches improductifs qui acquièrent ainsi une image plutôt égoïste.

L'énoncé suivant « revenir en arrière nous affaiblirait alors même que nous sommes en train de recréer des emplois dans tous les secteurs », sert à l'orateur à introduire le présupposé selon lequel la société française a repris le bon chemin par rapport à la création d'emploi, offrant ainsi une vision positive de l'ensemble de la Nation par rapport à laquelle il se montre solidaire grâce à l'emploi de *nous*.

Cependant Macron ne veut pas offrir une image trop auto-complaisante de cette société, une image qui irait à l'encontre de son ethos de caractère, de l'image ambitieuse qu'il a créée de lui-même par rapport aux réformes conduisant à une amélioration importante du niveau vie de la population. En effet, il reprend aussitôt son ethos de chef pour affirmer que le gouvernement et le Parlement devront prendre des mesures supplémentaires pour éviter les évasions fiscales. Cette reprise est marquée par un *cependant* initial, ainsi que par un éloignement et un rapprochement de la caméra qui encadrent l'affirmation catégorique du Président. Sans doute pour compenser l'image solidaire qu'il avait montré face aux plus riches, il revêt aussitôt un ethos de caractère pour affirmer que « le dirigeant d'une entreprise française doit payer ses impôts en France et les grandes entreprises qui y font des profits doivent y payer l'impôt ». Cette détermination est marquée par un mouvement de la main gauche qui apparaît sur l'écran malgré le plan rapproché poitrine. Mais ce n'est pas lui tout seul qui prend la responsabilité de cet énoncé. Grâce à la modalité délocutive liée au verbe *devoir*, c'est le collectif formé par le locuteur et par les membres de son

audience qui semble affirmer à l'unisson cette vérité générale qui n'est pas un caprice personnel, au contraire « c'est la simple justice ».

Toutes ces mesures concernant la formation, les travailleurs, les retraités, les entrepreneurs justifient un appel à l'auditoire, « vous le voyez », qui met en avant l'évidence du caractère ferme et décidé des membres du gouvernement, de ce *nous* qui relie cette fois-ci le Président et les autres membres du pouvoir exécutif et qui saura répondre « à l'urgence économique et sociale par des mesures fortes, par des baisses d'impôts plus rapides, par une meilleure maîtrise des dépenses plutôt que par des reculs ».

C'est en tant que responsable suprême de ce collectif dirigeant que le Président récupère le *je* qui le représente personnellement, pour montrer sa volonté « que le gouvernement poursuive l'ambition des transformations de notre pays que le peuple a choisie il y a maintenant 18 mois ». Cette ambition transformatrice apparaît ainsi explicitement citée dans son discours, confirmant l'ethos de caractère attribué au gouvernement, ainsi que son ethos de sérieux face aux responsabilités, étant donné que cette ambition a été choisie par le peuple en votant pour Macron. Ces transformations apparaissent ainsi légitimées par le jeu de la démocratie qui donne au peuple la capacité d'élire l'action politique qu'il désire.

C'est avec ce peuple que Macron renoue encore une fois les liens en recourant à nouveau à ce *nous* qui apparaît comme sujet de l'annonce « nous avons devant nous à conduire une réforme profonde de l'État, de l'indemnisation du chômage et des retraites ». Et il apparaît comme le guide-berger qui va conduire ce peuple, à travers ces réformes « indispensables », jusqu'à un état de bonheur et de justice où « ceux qui travaillent » seront récompensés grâce à « des règles plus justes, plus simples ». Cet état que « nous voulons » justifie ces profondes transformations et relie solidairement le chef de l'État et le peuple français.

Mais l'ambition de Macron est encore plus profonde. Une nouvelle pause et un nouveau *mais* d'opposition indiquent que ce qui vient d'être annoncé n'est pas encore suffisant. La caméra renforce encore une fois ce nouvel élan discursif en s'éloignant pour adopter le plan taille. Les mains du Président, maintenant visibles se lèvent légèrement de la table et effectuent des mouvements verticaux. Des énoncés délocutifs, marqués au moyen du verbe devoir, « aujourd'hui, c'est aussi avec notre projet collectif que nous devons renouer. Pour la France et pour l'Europe. C'est pourquoi le débat national annoncé doit être beaucoup plus large », introduisent une nécessité présentée comme une vérité générale, comme la volonté d'une collectivité englobant de façon encore une fois solidaire le locuteur et son auditoire. Et cette volonté collective a comme élément central « notre projet collectif » qu'il faut « renouer ». L'allusion à l'Europe rappelle le rôle de leader international que le Président avait attribué antérieurement à la France.

Ces termes, qui marquent fortement un ethos de solidarité, reprennent le commencement du discours marqué par les expressions « ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir ». Et ce *aujourd'hui* reflète le *nous-voilà* initial.

Maintenant, le plan du Président devient beaucoup plus ambitieux et les mesures concrètes, de caractère surtout économique, cèdent le pas à un débat plus large sur les fondements mêmes de la Nation.

La caméra reprend le plan poitrine et cet appel à la réflexion solidaire prend la forme d'une obligation collective. En effet, le Président appelle à la responsabilité générale et le ralentissement du débit souligne cet appel : « nous devons avant toute chose, assumer tous ensemble tous nos devoirs ». Le *tous ensemble* ne rend possible aucune exception ; c'est la totalité du peuple français qui est engagée par ce devoir aux multiples facettes que Macron énumère à continuation : *produire, apprendre, changer*.

Une phrase, énoncée encore une fois sous la forme d'une vérité générale, « Pour réussir, nous devons nous rassembler et aborder ensemble toutes les questions essentielles de la Nation », résume cette invitation à l'unité nationale et lance un appel catégorique à la cohésion sociale qui confirme de manière définitive l'ethos solidaire du Président, son désir de faire corps avec l'ensemble de ses concitoyens. Deux nouveaux mouvements de la caméra encadrent cet énoncé et les mains du Président appuient les mots clés : *rassembler, ensemble et essentielles*.

C'est à partir de l'affirmation de cette unité que ressort la singularité de Macron pour se manifester comme le représentant, comme le chef-souverain qui soulève des éléments clés de la vie démocratique de la République : la représentation, l'équilibre fiscal, les changements climatiques, l'organisation de l'État, le service public. Le *nous* collectif cède la place au *je* individuel et la réflexion par rapport à toutes ces questions essentielles à la Nation est toujours introduite de la même façon « je veux que soi(en)t posée(s) la/les question(s) ». Cette expression volitive, qui apparaît à quatre reprises, créant par là un effet d'anaphore rhétorique, remarque l'ethos de caractère d'un orateur qui montre sa volonté et sa capacité d'animer ce grand débat national.

Il veut aborder finalement un sujet vraiment délicat, celui de l'immigration, un sujet qui touche l'« identité profonde » de la Nation. Le chef-souverain ne veut éviter aucun sujet, aussi épineux soit-il, même pas celui de la question identitaire. En effet, il justifie ce débat au moyen d'un énoncé délocutif : « il nous faut l'affronter », qui présente ce débat comme indispensable à la collectivité. Les membres de l'audience y auront leur part et le Président assurera lui-même la coordination. Et cette volonté ferme d'inclure tous les citoyens apparaît renforcée par un plan rapproché taille.

Mais le chef-souverain n'est pas un leader éloigné qui tient ces débats fondamentaux à l'écart des citoyens dont il tire la légitimité. En effet, « un tel débat n'est

pas seulement affaire de représentants institutionnels ». Cet énoncé négatif montre l'opposition du locuteur aux voix qui voudraient restreindre la discussion aux élites politiques. Macron, au contraire, montrant un ethos solidaire et une attitude d'écoute, promet de rencontrer lui-même les maires de France qui lui feront parvenir les demandes des citoyens.

L'orateur ayant ainsi présenté toutes ses mesures pour sortir la France de la crise où elle se trouve, il est temps maintenant de clore le discours. Le chef de l'État reprend le *nous* collectif pour mettre en évidence la nécessité d'un changement qui permette aux Français et aux Françaises auxquels il s'adresse et à lui-même de reprendre le cours normal de leurs vies. La crise apparaît ainsi comme une opportunité grâce à laquelle il serait possible de comprendre vraiment et d'apporter les changements nécessaires. Un dernier plan rapproché taille encadre l'énoncé : « Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé ».

La fin du discours reprend ainsi le début ; si le Président commençait son allocution par un « nous voici ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir », il affirme maintenant que « nous sommes à un moment historique pour notre pays ». Et il montre son optimisme par un appel aux principes démocratiques qui apporteront la réussite souhaitée : « le dialogue, le respect, l'engagement ».

Cet optimisme devient action quand l'orateur affirme aussitôt : « Nous sommes à la tâche ». Ce *nous*, qui représente sans doute l'ensemble formé par Macron et le gouvernement est le sujet d'un énoncé destiné à affirmer l'engagement fort de cet ensemble. Et l'énoncé suivant, « je reviendrai m'exprimer devant vous pour vous en rendre compte » veut montrer la soumission personnelle du chef de l'État à cette audience dont il tire sa légitimité.

Le discours se termine sur trois énoncés qui introduisent une dernière anaphore rhétorique grâce à une même structure phrastique, construite à partir du déterminant possessif *mon/notre* et de l'adjectif *seul*, dont la répétition souligne fortement les notions de *souci*, *combat* et *bataille*. Les deux premiers présentent Macron revêtu de l'ethos fondamental d'un souverain paternel qui consacre tous ses efforts au bien-être de son peuple. Cet ethos fondamental, qui marque le début du discours, réapparaît ainsi dans cette phase finale. Le troisième énoncé de la série reprend le *nous* qui relie le Président et son audience et scelle définitivement l'alliance que ce père a établi avec la Nation dès le début de son allocution : « Notre seule bataille, c'est pour la France ». L'ethos de solidarité s'impose finalement dans un dernier essai d'anéantir la séparation que la crise avait créée entre le chef de l'État et ces Français et Françaises auxquels le discours est dirigé.

Finalement, la formule rituelle de clôture reprend le protocole initial qui légitime le discours et l'allocution se termine sur ce « Vive la République, vive la France ».

2. Conclusion

L'analyse que nous venons de présenter nous a permis de constater que l'allocution prononcée par le Président Macron le 10 décembre 2018 constitue un excellent exemple de travail sur l'ethos de l'orateur, à travers un discours politique, face à une situation de crise nationale qui suppose une menace à la fois pour la paix collective et pour l'image publique du dirigeant.

Si cette menace à l'harmonie générale entraîne un traitement multiple par l'orateur de la situation de difficulté que vit la Nation, depuis l'analyse des causes qui l'ont provoquée jusqu'aux solutions proposées pour la résoudre, la menace à la face publique du Président entraîne un travail complexe et minutieux afin de se rendre crédible à son auditoire et de réparer l'image endommagée par les événements.

Une des finalités principales de ce discours, perceptible à travers l'analyse des différentes parties qui le composent, est de construire une image multiple et composite de Macron, qui le fasse apparaître aux yeux de ses concitoyens comme un souverain paternel et comme un leader doté des atouts nécessaires pour diriger le pays : la crédibilité, la détermination, l'esprit de solidarité, la volonté d'écoute et de compréhension, le capacité de commandement, l'aptitude à prévoir les problèmes.

En ce qui concerne les ethè de « crédibilité », Macron se centre surtout sur l'ethos de « sérieux ». Et ce sont fondamentalement les aspects non verbaux qui favorisent la création de ce type d'image : le décor et les éléments de la façade personnelle que sont le vêtement, la façon de parler, le comportement gestuel, le ton de la voix. Certaines allusions de l'orateur sur son aptitude à tenir les engagements pris et les promesses faites contribuent également à créer cet effet de sérieux, à produire l'image d'un dirigeant en qui on peut avoir toute confiance.

Mais ce sont surtout les ethè d'identification que le discours s'évertue à construire. Deux types d'ethè symétriques et complémentaires d'identification apparaissent surtout grâce à cette entreprise discursive. D'un côté des ethè liés à la force, au pouvoir, à la volonté et à la capacité d'action. Ce sont l'ethos de « chef » et l'ethos de « caractère », qui présentent Macron comme un leader doté de la capacité et de l'énergie indispensables pour conduire la Nation à l'état de bien-être souhaité. Ces ethè sont liés d'abord à la présentation de la situation de crise sous un angle concret, celui de la violence, et des responsables de cette violence comme des individus auxquels il faut s'affronter. La présentation des mesures visant à surmonter la crise contribue aussi d'une façon déterminante à la figuration de ces ethè forts. C'est surtout le recours au logos, à la raison, à l'analyse et à l'explication qui ont un rôle de premier ordre. Des facteurs linguistiques comme l'anaphore rhétorique construite à partir du

verbe *vouloir* à la première personne du singulier ou le recours à l'acte illocutoire de la promesse indiquant une action immédiate, sont utilisés fréquemment par l'orateur.

D'un autre côté, nous constatons aussi dans l'allocution l'effort pour construire des ethè en rapport avec l'unité, la fraternité, l'empathie, liés principalement à la présentation de la crise sous la perspective de la souffrance. L'ethos de « solidarité » a souvent recours dans le texte à l'énonciation allocutive, à l'emploi fréquent du *nous*, à la présence d'un lexique de la détresse, à la présence de l'anaphore rhétorique construite à partir du présentatif *c'est* introduisant des êtres prototypiques de la souffrance. L'ethos « d'humanité », quant à lui, se construit à partir de la modalité élocutive qui introduit le *je* du locuteur lié à des verbes qui font référence aux perceptions et aux sentiments de Macron. C'est souvent le pathos qui est mis en jeu afin de produire l'image d'un Président capable de partager la douleur de ses semblables.

Ce travail complexe et délicat est destiné à composer l'image d'un Macron-leader-idéal mais aussi à réparer les aspects de l'image présidentielle qui avaient été le plus mis en péril par les événements et par le manque d'une réponse efficace de la part du gouvernement. Un discours de justification, bâti surtout à partir de l'énonciation délocutive et cherchant à éviter la responsabilité personnelle du chef de l'État joue aussi un rôle non négligeable dans le projet discursif de l'allocution.

Finalement, certains aspects non-verbaux comme la gestualité ou le ton de la voix aident à renforcer ces ethè créés à partir de moyens linguistiques et discursifs. Il en est ainsi également des mouvements de la caméra qui, passant du plan rapproché poitrine, bien plus habituel dans l'émission, au plan rapproché taille, moins utilisé, permettent de souligner la profération de certains énoncés qui cherchent à avoir un effet plus frappant sur l'audience.

Le travail minutieux et consciencieux de réparation et de construction de l'ethos, que nous avons mis en évidence tout le long du discours, est sans doute destiné à offrir une apparence fiable et à rétablir l'image politique d'un chef de l'État accusé d'inaction et de manque d'empathie vis-à-vis des citoyens en difficulté. C'est certainement cette volonté de réparation qui entraîne le travail sur des ethè d'identification visant à contrer la désaffection populaire, des ethè parmi lesquels l'allocution privilégie ceux qui se centrent justement sur la force de caractère, la capacité de commandement, l'humanité et la solidarité.

Cet effort considérable, cette attention au détail, constatable dans toutes les parties du discours, confirment que l'une des finalités principales de l'adresse du président de la République est précisément l'élaboration d'une image de l'orateur attirante aux yeux de son auditoire. Si, depuis Aristote, il est admis que la construction de l'ethos se trouve au service du message à transmettre, il est vrai aussi que le message peut être mis au service de la construction de l'ethos. Ce discours en constitue un cas exemplaire.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMOSSY, Ruth (2010) : *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*. Paris, PUF.
- ANSCOMBRE, Jean-Claude (2005) : « Le ON-locuteur : une entité aux multiples visages », in J. Bres et al. (éd.), *Dialogisme et polyphonie. Approches linguistiques*. Bruxelles, Duculot, 75-92.
- ANSCOMBRE, Jean-Claude (2010) : « La polifonía, nociones y problemas ». *Archivum* LVIII-LIX, 21-51.
- BERRENDONNER, Alain (1981) : *Éléments de pragmatique linguistique*. Paris, Minuit.
- CHARAUDEAU, Patrick (2000) : « La pathémisation à la télévision comme stratégie d'authenticité », in M. Doury, C. Plantin & V. Traverso (éd.), *Les émotions dans les interactions*. Lyon, Presses Universitaires de Lyon. Disponible sur : <http://www.patrick-charaudeau.com/La-pathemisation-a-la-television.html>.
- CHARAUDEAU, Patrick (2001) : « Visées discursives, genres situationnels et construction textuelle », in M. Rinn (coord.), *Analyse des discours. Types et genres*. Toulouse, Éditions Universitaires du Sud. Disponible sur : <http://www.patrick-charaudeau.com/Visées-discursives-genres,83.html>.
- CHARAUDEAU, Patrick (2014 [2005]) : *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Limoges, Éditions Lambert-Lucas.
- CHARAUDEAU, Patrick (2019 [1992]) : *Grammaire du sens et de l'expression*. Limoges, Éditions Lambert-Lucas.
- DONAIRE, María Luisa (2016) : « La polyphonie, un instrument politique », in J.F. Corcuera et al. (coord.), *Les discours politiques. Regards croisés*. Paris, L'Harmattan.
- DUCROT, Oswald (1980). *Les mots du discours*. Paris, Minuit.
- DUCROT, Oswald (1984). *Le dire et le dit*. Paris, Minuit.
- DUCROT, Oswald (1991 [1972]). *Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique*. Paris, Hermann.
- GOFFMAN, Erving (1973 [1956]). *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*. Paris, Minuit.
- GASPAR, Antonio & Nieves IBEAS (2015) : « El discurso institucional en tiempos de crisis : análisis del Mensaje de Navidad de Su Majestad el Rey ». *Zer. Revista de estudios de comunicación = Komunikazio Ikasketen Aldizkaria*, 38, 31-48.
- GROSSMANN, Francis (2014) : « Verbes de constat et autres verbes “parenthétiques”. Quel statut dans l'écrit scientifique ? ». *Arena Romanistica*, 14, 106-120.
- MAGRI-MOURGUES, Véronique (2015) : « L'anaphore rhétorique dans le discours politique. L'exemple de N. Sarkozy ». *Semen*, 38. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/semen/10319>.
- MAINGUENEAU, Dominique (2002) : « L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours » [version raccourcie et légèrement modifiée de « Problèmes d'ethos ». *Pratiques*, 113-114, 5-67]. Disponible sur : <http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf> ; 3/11/2019].

MAYAFFRE, Damon (2015) : « L'anaphore rhétorique. Figure des figures du discours électoral de Nicolas Sarkozy ». *Pratiques*, 165-166. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/pratiques/2418>.

ANNEXE

Adresse du Président de la République Emmanuel Macron à la nation

Françaises, Français, nous voilà ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir. Les événements de ces dernières semaines dans l'Hexagone et les Outre-mer ont profondément troublé la Nation. Ils ont mêlé des revendications légitimes et un enchaînement de violences inadmissibles et je veux vous le dire d'emblée : ces violences ne bénéficieront d'aucune indulgence.

Nous avons tous vu le jeu des opportunistes qui ont essayé de profiter des colères sincères pour les dévoyer. Nous avons tous vu les irresponsables politiques dont le seul projet était de bousculer la République, cherchant le désordre et l'anarchie. Aucune colère ne justifie qu'on s'attaque à un policier, à un gendarme, qu'on dégrade un commerce ou des bâtiments publics. Notre liberté n'existe que parce que chacun peut exprimer ses opinions, que d'autres peuvent ne pas les partager sans que personne n'ait à avoir peur de ces désaccords.

Quand la violence se déchaîne, la liberté cesse. C'est donc désormais le calme et l'ordre républicain qui doivent régner. Nous y mettrons tous les moyens car rien ne se construira de durable tant qu'on aura des craintes pour la paix civile. J'ai donné en ce sens au gouvernement les instructions les plus rigoureuses.

Mais au début de tout cela, je n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation et cette indignation, beaucoup d'entre nous, beaucoup de Français peuvent la partager et celle-là, je ne veux pas la réduire aux comportements inacceptables que je viens de dénoncer.

Ce fut d'abord la colère contre une taxe et le Premier ministre a apporté une réponse en annulant et en supprimant toutes les augmentations prévues pour le début d'année prochaine mais cette colère est plus profonde, je la ressens comme juste à bien des égards. Elle peut être notre chance.

C'est celle du couple de salariés qui ne finit pas le mois et se lève chaque jour tôt et revient tard pour aller travailler loin.

C'est celle de la mère de famille célibataire, veuve ou divorcée, qui ne vit même plus, qui n'a pas les moyens de faire garder les enfants et d'améliorer ses fins de mois et n'a plus d'espoir. Je les ai vues, ces femmes de courage pour la première fois disant cette détresse sur tant de ronds-points !

C'est celle des retraités modestes qui ont contribué toute leur vie et souvent aident à la fois parents et enfants et ne s'en sortent pas.

C'est celle des plus fragiles, des personnes en situation de handicap dont la place dans la société n'est pas encore assez reconnue. Leur détresse ne date pas d'hier mais nous avons fini lâchement par nous y habituer et au fond, tout se passait comme s'ils étaient oubliés, effacés.

Ce sont quarante années de malaise qui ressurgissent : malaise des travailleurs qui ne s'y retrouvent plus ; malaise des territoires, villages comme quartiers où on voit les services publics se réduire et le cadre de vie disparaître ; malaise démocratique où se développe le sentiment de ne pas être entendu ; malaise face aux changements de notre société, à une laïcité bousculée et devant des modes de vie qui créent des barrières, de la distance.

Cela vient de très loin mais c'est là maintenant.

Sans doute n'avons-nous pas su depuis un an et demi y apporter une réponse suffisamment rapide et forte. Je prends ma part de cette responsabilité. Il a pu m'arriver de vous donner le sentiment que ce n'était pas mon souci, que j'avais d'autres priorités. Je sais aussi qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos. Je veux ce soir être très clair avec vous. Si je me suis battu pour bousculer le système politique en place, les habitudes, les hypocrisies, c'est précisément parce que je crois plus que tout dans notre pays et que je l'aime et ma légitimité, je ne la tire d'aucun titre, d'aucun parti, d'aucune coterie ; je ne la tire que de vous, de nul autre.

Nombre d'autres pays traversent ce mal vivre qui est le nôtre mais je crois profondément que nous pouvons trouver une voie pour en sortir tous ensemble. Je le veux pour la France parce que c'est notre vocation au travers de l'Histoire d'ouvrir ainsi des chemins jamais explorés pour nous-mêmes et pour le monde.

Je le veux pour nous tous Français parce qu'un peuple qui se divise à ce point, qui ne respecte plus ses lois et l'amitié qui doit l'unir est un peuple qui court à sa perte.

Je le veux aussi parce que c'est en pressentant cette crise que je me suis présenté à votre suffrage pour réconcilier et entraîner et que je n'ai pas oublié cet engagement et cette nécessité.

C'est d'abord l'état d'urgence économique et sociale que je veux décréter aujourd'hui. Nous voulons bâtir une France du mérite, du travail, une France où nos enfants vivront mieux que nous. Cela ne peut se faire que par une meilleure école, des universités, de l'apprentissage et des formations qui apprennent aux plus jeunes et aux moins jeunes ce qu'il faut pour vivre libre et travailler.

L'investissement dans la Nation, dans l'école et la formation est inédit et je le confirme.

Nous voulons une France où l'on peut vivre dignement de son travail ? Sur ce point, nous sommes allés trop lentement. Je veux intervenir vite et concrètement sur ce sujet. Je demande au gouvernement et au Parlement de faire le nécessaire afin qu'on puisse vivre mieux de son travail dès le début de l'année prochaine. Le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euros de plus pour l'employeur.

Je veux renouer avec une idée juste : que le surcroît de travail accepté constitue un surcroît de revenu ; les heures supplémentaires seront versées sans impôts ni charges dès 2019. Et je veux qu'une vraie amélioration soit tout de suite perceptible ; c'est pourquoi je demanderai à tous les employeurs qui le peuvent, de verser une prime de fin d'année à leurs employés et cette prime n'aura à acquitter ni impôt ni charge.

Les retraités constituent une partie précieuse de notre Nation. Pour ceux qui touchent moins de 2.000 euros par mois, nous annulerons en 2019 la hausse de CSG subie cette

année ; l'effort qui leur a été demandé, était trop important et il n'était pas juste. Dès demain, le Premier ministre présentera l'ensemble de ces décisions aux parlementaires.

Mais nous ne devons pas nous arrêter là. J'ai besoin que nos grandes entreprises, nos concitoyens les plus fortunés, aident la Nation à réussir ; je les réunirai et prendrai des décisions en ce sens dès cette semaine. Je sais que certains voudraient dans ce contexte que je revienne sur la réforme de l'impôt sur la fortune mais pendant près de 40 ans, il a existé ; vivions-nous mieux durant cette période ? Les plus riches partaient et notre pays s'affaiblissait. Conformément aux engagements pris devant vous, cet impôt a été supprimé pour ceux qui investissent dans notre économie et donc aident à créer des emplois ; et il a été maintenu au contraire pour ceux qui ont une fortune immobilière.

Revenir en arrière nous affaiblirait alors même que nous sommes en train de recréer des emplois dans tous les secteurs. Cependant, le gouvernement et le Parlement devront aller plus loin pour mettre fin aux avantages indus et aux évasions fiscales. Le dirigeant d'une entreprise française doit payer ses impôts en France et les grandes entreprises qui y font des profits doivent y payer l'impôt, c'est la simple justice.

Vous le voyez, nous répondrons à l'urgence économique et sociale par des mesures fortes, par des baisses d'impôts plus rapides, par une meilleure maîtrise des dépenses plutôt que par des reculs.

J'entends que le gouvernement poursuive l'ambition des transformations de notre pays que le peuple a choisie il y a maintenant 18 mois ; nous avons devant nous à conduire une réforme profonde de l'État, de l'indemnisation du chômage et des retraites. Elles sont indispensables. Nous voulons des règles plus justes, plus simples, plus claires et qui récompensent ceux qui travaillent.

Mais aujourd'hui, c'est aussi avec notre projet collectif que nous devons renouer. Pour la France et pour l'Europe. C'est pourquoi le débat national annoncé doit être beaucoup plus large. Pour cela, nous devons avant toute chose, assumer tous ensemble tous nos devoirs. Le devoir de produire pour pouvoir redistribuer, le devoir d'apprendre pour être un citoyen libre, le devoir de changer pour tenir compte de l'urgence de notre dette climatique et budgétaire.

Pour réussir, nous devons nous rassembler et aborder ensemble toutes les questions essentielles à la Nation. Je veux que soient posées les questions qui touchent à la représentation ; la possibilité de voir les courants d'opinion mieux entendus dans leur diversité, une loi électorale plus juste, la prise en compte du vote blanc et même que soient admis à participer au débat des citoyens n'appartenant pas à des partis. Je veux que soit posée la question de l'équilibre de notre fiscalité pour qu'elle permette à la fois la justice et l'efficacité du pays. Je veux que soit posée la question de notre quotidien pour faire face aux changements climatiques : se loger, se déplacer, se chauffer. Et les bonnes solutions émergeront aussi du terrain.

Je veux que soit posée la question de l'organisation de l'État, de la manière dont il est gouverné et administré depuis Paris, sans doute trop centralisé depuis des décennies. Et la question du service public dans tous nos territoires.

Je veux aussi que nous mettions d'accord la Nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter.

Ces changements de fond qui demandent une réflexion profonde et partagée, imposent un débat sans précédent. Il devra se dérouler au niveau national dans nos institutions, chacun y aura sa part : gouvernement, assemblées, partenaires sociaux et associatifs ; vous y aurez votre part. Je veux en assurer moi-même la coordination, en recevoir les avis, prendre ainsi le pouls vivant de notre pays.

Mais un tel débat n'est pas seulement affaire de représentants institutionnels ; il doit se dérouler aussi partout sur le terrain et il est des interlocuteurs naturels, des citoyens qui doivent en recevoir les demandes et s'en faire les relais : ce sont les maires ; ils portent la République sur le terrain. C'est pourquoi je rencontrerai moi-même les maires de France, région par région, pour bâtir le socle de notre nouveau contrat pour la Nation.

Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé. Nous sommes à un moment historique pour notre pays : par le dialogue, le respect, l'engagement, nous réussirons.

Nous sommes à la tâche et je reviendrai m'exprimer devant vous pour vous rendre compte.

Mon seul souci, c'est vous ; mon seul combat, c'est pour vous.

Notre seule bataille, c'est pour la France.

Vive la République, vive la France.